

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022

SOMMAIRE



Solidarité France

6-45

Solidarité Internationale

46-71

Haïti

46

Salvador

54

Annexe

72

RAPPORT MORAL

En 2022, nous avons constaté avec inquiétude la plus grande précarité des publics que nous accompagnons sur les questions d'accès aux droits. Les équipes ont accueilli régulièrement des personnes vivant à la rue, épuisées, dénutries dont des enfants en bas âge et des nourrissons. Le fait que même les familles avec enfants ne parvenaient pas à être hébergées par le 115 nous a fait tirer la sonnette d'alarme à l'instar d'autres associations, d'autant plus que maintenant que le Covid 19 semble être un lointain souvenir, la volonté de l'Etat de proposer un hébergement au plus grand nombre a fait place à d'autres préoccupations. Les JO de 2024 ne vont qu'aggraver la situation pour les personnes sans logement.

L'année 2022 a également été marquée pour Habitat-Cité par une plus grande implication dans des projets de recherche-action, d'échanges de pratiques avec ses pairs, d'études de terrain et de plaidoyer. Que ce soit sur l'accès à l'hébergement et au logement des personnes vivant en squat, la lutte contre le retrait du statut de réfugié, les bonnes pratiques visant à améliorer l'intégration des réfugiés, l'accès aux soins en Géorgie, ces actions ont permis à l'association de prendre du recul pour analyser ses pratiques, d'étudier les problématiques d'accès aux droits et de non recours – souvent connues depuis des années par les acteurs de terrain – et de proposer des solutions aux acteurs publics – également mises en avant depuis longtemps par les associations.

En ce qui concerne l'accès à l'emploi, Habitat-Cité a développé des liens avec des Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et des entreprises du secteur classique, notamment dans les secteurs d'activité du développement durable avec Saint-Gobain, pour présenter aux apprenants et demandeurs d'emploi les opportunités d'emploi. Son expertise sur l'insertion professionnelle et linguistique est de plus en plus reconnue par les partenaires publics et associatifs puisqu'en 2022, Habitat-Cité a été invitée à participer à un appel à manifestation d'intérêt pour mettre en œuvre et animer une plateforme linguistique sur le territoire d'Est-Ensemble. Ce projet doit voir le jour en 2023.

En solidarité internationale, malgré une situation politique très difficile en Haïti comme au Salvador, les projets se poursuivent dans ces deux pays et le retard accumulé en période de Covid a été rattrapé. Cependant, les équipes n'ont pas pu réaliser de missions de terrain en Haïti depuis la dernière mission en janvier 2021, ce qui pose la question sur le long terme des modalités de travail avec les associations locales à Jacmel et à La Vallée. En Haïti comme au Salvador, les coûts des matériaux de construction ont explosé, notamment le coût du béton, ce qui oblige à trouver des solutions techniques pour réhabiliter le même nombre de logements prévus pour un coût relativement similaire. Si cette situation représente une contrainte forte, elle est également une opportunité pour inciter les équipes des partenaires locaux à privilégier davantage les matériaux locaux plutôt que le béton.

Au Salvador, l'un des enjeux est de réfléchir à la mobilisation des membres des coopératives d'habitat et notamment de répondre aux difficultés économiques et logistiques qu'ils rencontrent afin d'éviter qu'ils ne se retirent des projets. Une attention est également portée aux femmes membres et aux difficultés spécifiques qu'elles rencontrent en tant que femmes. A ce titre, l'équité de genre a été une thématique centrale des activités menées en solidarité internationale. Que ce soit la réalisation d'un diagnostic participatif de genre en Haïti, la mise à jour de documents institutionnels sur la politique de genre par Fundasal au Salvador, l'organisation d'un colloque international au Salvador « Habitat et genre » ou la réalisation de vidéoconférences sur l'habitat et le genre, Habitat-Cité et les partenaires locaux ont poursuivi la conceptualisation de leur expérience de terrain, conçu des outils et méthodologies pour analyser les besoins et prendre en compte cette dimension

dans les projets, initié des réflexions et partages d'expérience avec leurs pairs.

L'équipe de solidarité internationale a pu transférer un certain nombre de ses outils et de ses réflexions à l'équipe France afin de développer la question de l'équité de genre dans les projets en Ile-de-France. Le groupe Genre est un espace de partage transversal entre les équipes qui a continué à se réunir malgré les nombreuses urgences du quotidien à gérer.

2022 marque également une refonte de l'équipe d'Habitat-Cité puisque quatre personnes ont fait part de leur souhait de quitter l'association, pour des raisons diverses, dont la directrice et co-fondatrice de l'association. Après une implication de près de 20 années pour développer Habitat-Cité, Annabella Orange a décidé de se consacrer à un nouveau projet professionnel mais reste présente en tant que bénévole sur certaines activités et comme adhérente. Si l'accueil de nouvelles et nouveaux salarié.es est le challenge de 2023, l'année 2022 a été consacrée à préparer cette transition afin que des passations aient lieu et que le déroulement des projets et la qualité des actions n'en soient pas affectées.

Solidarité France

Asile et accès aux droits



Accès à l'asile et au séjour

Les demandes d'asile

Au cours de l'année 2022, le nombre des demandeurs d'asile pour une première demande a diminué en raison de la guerre en Ukraine et la fermeture de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Cependant l'association a accompagné plus de personnes dans la demande de réexamen : le public tchéchène qui risque l'enrôlement forcé dans l'armée, et les ressortissants ukrainiens qui sont arrivés en France avant le 24 février 2022 et qui étaient déboutés d'une demande d'asile antérieure.

Les demandeurs d'asile accompagnés en 2022 viennent de différents États issus de l'ex-URSS et notamment de Russie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan, appartenant à diverses ethnies. Certains sont en France depuis plus de dix ans. 310 familles et isolés suivis par Habitat-Cité, ayant à un moment donné fait une demande d'asile, nous ont sollicité en 2022 pour des démarches de tous ordres.

Les demandes de titre de séjour vie privée et familiale

Pour ce qui est des demandes d'admission exceptionnelle au séjour au titre de la vie privée et familiale, la disparité entre les méthodes et procédures des préfectures d'Île-de-France a été maintenue. Si les demandeurs ne sont plus obligés de prendre un rendez-vous sur un site internet qui ne propose pas de place de rendez-vous - avec toutes les dérives que cela entraînait, dans la plupart des cas, il n'est pas plus facile de déposer un dossier. Dans certaines préfectures, le dossier peut être déposé ou envoyé par la poste, mais aucun récépissé, ni même une preuve de dépôt n'est remis. L'examen des demandes dépasse systématiquement les délais légaux prévus pour considérer qu'il y a rejet implicite. Dans d'autres

préfectures comme celle de l'Essonne, la demande de rendez-vous déposée de façon dématérialisée ne permet même pas d'obtenir un rendez-vous pour déposer le dossier avant un délai de plus de 9 mois. Il faut donc encore dans de nombreux cas faire appel à un avocat et aller devant le juge pour pouvoir simplement obtenir un rendez-vous afin de déposer un dossier de demande d'admission exceptionnelle au séjour.

QUELQUES CONSTATS SUR LES DEMANDES D'ASILE EN 2022



6
personnes

seulement ont obtenu le statut de réfugié



310
personnes suivies

sur le dossier d'asile



Les procédures de retrait de statut concernant des réfugiés tchéchènes sont plus nombreuses que l'obtention de nouveaux statuts

Les demandes de titre de séjour pour soins

Les personnes avec des graves problématiques de santé continuent à demander des titres de séjour pour soin. Or, la plupart des demandes sont rejetées. Habitat-Cité aide les personnes à se mettre en lien avec un avocat et à préparer un dossier de recours. En 2022, les demandes de titre de séjour pour soins concernait majoritairement des ressortissants géorgiens. L'association observe également une augmentation des demandes provenant de ressortissants tchéchènes déjà suivis par Habitat-Cité.

En 2022, 4 personnes suivies par l'association ont obtenu un titre de séjour pour soins, une vingtaine de dossiers constitués par l'association ont été déposés et sont soit rejetés, soit en attente d'une décision. Les pratiques administratives concernant l'acceptation des dossiers et l'admission à ce titre de séjour divergent d'une préfecture à une autre. Dans certains cas, les préfectures délivrent une attestation d'autorisation de séjour, dans d'autres cas, la personne reçoit une carte de séjour d'un an, voire parfois un récépissé pour la demande de titre de séjour. Mais dans de nombreux cas, ces cartes de séjour ne sont pas renouvelées et cela parfois sans qu'aucune décision ne soit notifiée.



Accès à l'hébergement et au logement

Augmentation inquiétante du nombre de personnes vivant à la rue

En 2022, Habitat-Cité a rencontré des situations alarmantes dans l'accès à l'hébergement chez les demandeurs d'asile et les personnes déboutées ainsi que parmi les ressortissants européens. Pendant la pandémie, le Samu social a ouvert de nouvelles places d'hébergement au sein d'hôtels de tourisme. Depuis le début de l'année 2022, de nombreuses places ont été progressivement fermées parce que les hôtels ont souhaité retourner à leur vocation touristique, une activité plus rémunératrice, et que d'autres hôtels très vétustes sont fermés pour travaux.

L'État n'a prévu aucun plan pour augmenter le nombre de places dans les mois et années à venir. Il avait envisagé la fermeture d'environ 7000 places d'hébergement dans la région parisienne mais est revenu sur cette décision suite à la mobilisation des associations. Cependant, il devient particulièrement compliqué pour les personnes déboutées du droit d'asile et sans papiers d'obtenir une place dans un hôtel ou une autre structure. Habitat-Cité suit plusieurs familles, y compris avec des enfants ou présentant un état de santé particulièrement grave, qui n'ont pas eu de place depuis plusieurs mois. Une famille vit avec ses enfants dans leur voiture depuis pratiquement un an.

Des rejets fréquents de la commission de médiation de DAHO/DALO

Habitat-cité a observé des rejets de la commission de médiation de Droit à l'hébergement opposable (DAHO) de reconnaître des personnes prioritaires à un hébergement. Ces rejets concernaient notamment les personnes ayant des obligations de quitter le territoire (OQTF), y compris les personnes ayant de graves problématiques de santé ou accompagnées d'enfants mineurs. Les rejets de la commission DAHO se font parfois de manière abusive, en exigeant des pièces qui ne devraient pas être obligatoires pour justifier des démarches de recherche d'hébergement faites.

À titre d'exemple, dans le cas d'une famille avec 2 enfants, la commission Droit au logement opposable (DALO) du 93 a exigé une copie du formulaire de la demande SIAO alors que les appels réguliers au 115 et la description de la situation de la famille devraient normalement être des éléments suffisants. Cependant, même après avoir transmis la copie de la demande SIAO à deux reprises et par lettre recommandée, le recours DAHO a été rejeté. La commission DALO de Paris oublie parfois de transmettre la notification de la décision aux personnes et c'est seulement au moment où l'association demande un duplicata par mail, qu'elle envoie aussi la notification par courrier aux personnes. Habitat-cité a signalé plusieurs situations de demandeurs d'asile en grande précarité qui n'ont pas reçu de proposition d'hébergement de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII). Il s'agissait notamment de femmes seules, de femmes accompagnées d'enfants ou de personnes souffrant de graves pathologies, ou encore victimes de violence.

Accompagnement de personnes sans droits ni titre à Pantin (93)

Le squat de Pantin, qui est suivi par l'association depuis une dizaine d'années, est depuis le 20 juin 2022 expulsable comme l'indique la décision du juge de l'exécution en 2021. Une partie des hommes isolés vivant dans ce squat est partie dès l'automne 2021 par peur d'une expulsion imminente. Certains ont trouvé un hébergement dans le privé, d'autres sont hébergés chez des proches, d'autres ont décidé de quitter la France pour un autre pays européen.

Les situations administratives des habitants restant dans le squat sont diverses : des réfugiés, des personnes avec un titre de séjour pour vie privée familiale, des personnes en situation irrégulière, des demandeurs d'asile. La majorité des personnes n'a jamais obtenu d'hébergement ou de logement. Des personnes nouvelles se sont installées dans le squat en 2021 et 2022 : des hommes qui se sont retrouvés sans logement suite à la séparation avec leur conjointe, un primo-arrivant qui va faire sa première demande d'asile et une personne déboutée. Tous les habitants qui sont éligibles à un logement ont eu des décisions positives de la Commission de médiation. Ils sont reconnus prioritaires, mais aucun d'entre eux n'a eu de proposition pour le moment. Un habitant a obtenu son statut de réfugié en 2022.

Accompagnement de personnes sans droits ni titre en Seine-et-Marne (77)

Habitat-Cité a continué le suivi dans les squats et bidonvilles dans le département de Seine-et-Marne. Habitat-Cité est intervenu dans un squat à Torcy, plusieurs squats à Montereau-Fault-Yonne, un squat à Chelles et les bidonvilles de Saint-Thibault-des-Vignes et de Champs-sur-Marne. Au nord du département, l'association a fait le suivi notamment dans un squat de roms moldaves à Torcy qui était considéré comme un des objectifs de résorption par la DEETS 77. Le recensement a été réalisé par l'association Equalis. La majorité des personnes de ce squat a été hébergée dans un centre d'hébergement d'urgence à Tournan, géré par l'association Empreintes, qui accueillait notamment les familles

élargies et proposait un suivi administratif. Comparé à ce qui a été observé dans des hôtels ou d'autres structures d'hébergement, le public est resté à Tournan et a pu entamer un vrai suivi, établir des liens de confiance et sortir de l'emprise des réseaux présents dans le squat. Malgré la réussite de ce projet, la préfecture a décidé d'y expulser les ménages le 23 septembre 2022 dans le but de débloquer des places pour l'hébergement hivernal. Les ménages se sont alors retrouvés dans la rue et elles se sont installés dans deux nouveaux squats : un à Chelles (77) et l'autre à Evry (91). Habitat-Cité a poursuivi le suivi des quelques familles dans ces deux squats. Habitat-Cité poursuit son travail d'accompagnement de familles à Montereau-Fault-Yonne (77) afin de permettre leur départ d'un parc HLM visé à être démolit et faciliter leur accès à un logement social.

Grâce à plusieurs semaines intenses de mobilisation et de coordination entre acteurs, l'opération a été un succès. Le bâtiment a pu être évacué sans intervention des forces de l'ordre et les familles, temporairement hébergées à l'hôtel, ont été suivies par les services de la préfecture jusqu'à ce qu'elles puissent accéder à leur premier logement social. Certaines familles ont dû patienter plus d'un an avant un accès au logement définitif, aussi Habitat-Cité a poursuivi sa mission de médiation et de traduction en 2022 pour faciliter le lien entre les ménages et les travailleurs sociaux désignés comme référents.

L'association a également pu alerter sur des problèmes liés aux lieux d'hébergement temporaires (notamment concernant la présence de punaises de lit, de cafards qui nécessitaient un traitement d'urgence, ou par rapport à des difficultés de santé qui requéraient une vigilance ou un suivi particulier). Le travail d'Habitat-Cité a permis de sensibiliser le bailleur social à la spécificité de chaque situation. Le bailleur a ainsi découvert que beaucoup des familles vivant en squat ne pouvaient accéder aux dispositifs de droit commun, saturés et parfois inadaptés à la composition familiale de certains ménages. Le bailleur a pu également comprendre que dans certains cas, les familles bénéficiant d'un dispositif d'accompagnement et d'aide spécifique (dû notamment au handicap d'un enfant) ne pouvaient être relogées qu'à Surville, un quartier de Montereau-Fault-Yonne. Ces prises de conscience ont permis de replacer les besoins et priorités des ménages au centre des négociations.



Accès aux soins

En 2022, Habitat-Cité a continué à ouvrir les droits à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), réaliser les demandes de la complémentaire santé solidaire (CSS) pour les demandeurs d'asile et les personnes originaires de Roumanie ayant un droit au séjour ainsi que les demandes d'aide médicale d'état (AME) pour les personnes déboutées ou les ressortissant.e.s roumain.e.s qui n'ont pas encore acquis un droit au séjour. Elle a orienté les personnes sans couverture médicale ou en attente du traitement de leur dossier par les CPAM vers les Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) des hôpitaux.



Partenariat avec l'association Ville Hôpital (AVIH) et le Réseau Ville Hôpital (RVH)

Dans le département de Seine-et-Marne, Habitat-Cité a développé deux partenariats afin de mieux suivre les personnes avec des problématiques de santé en squat et bidonville, à la rue ou en hébergement d'urgence : dans le nord du département avec l'association Ville Hôpital (AVIH) et dans le sud du département avec le Réseau Ville Hôpital (RVH).

Habitat-Cité accompagne les équipes des deux associations avec leurs médecins bénévoles et infirmières afin de faire de l'interprétariat et proposer un suivi administratif et juridique permettant de stabiliser la situation des personnes et d'ouvrir des droits à la couverture médicale (AME ou CSS). Ces accompagnements avec les deux associations se font soit sur site dans les squats, les bidonvilles et dans les hébergement d'urgence ou bien pendant les permanences inter-associatives qui ont lieu chaque lundi à Torcy.

La prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiques ou en détresse psychologique

Habitat-Cité a mis en place depuis 2021 un dispositif pour assurer le suivi psychologique pour les personnes victimes de violence ou pour toute personne en faisant la demande auprès des chargé.es de mission. L'association a développé un partenariat avec deux psychologues qui parlent russe et géorgien et qui peuvent recevoir des personnes rapidement à leur cabinet ou sur site. Habitat-Cité prend en charge le montant des consultations.

Alors qu'en 2021, au début du partenariat, 5 femmes avaient bénéficié de consultations avec une psychologue, elles ont été une vingtaine de femmes à en faire la demande en 2022. Environ la moitié des demandes (10) concerne des cas de violences conjugales, 4 demandes concernent des agressions sexuelles dont 2 sur mineures. Le reste des demandes sont motivées de différente façon : problématiques de santé, problèmes familiaux, angoisse liée à la procédure d'asile ou à la détention en centre de rétention administrative, guerre en Ukraine. Des hommes ont également bénéficié des consultations avec une psychologue mais ils sont moins nombreux (3 hommes).

Les raisons sont là aussi diverses : dépression suite au refus de scolarisation d'un jeune homme dans un établissement adapté à son handicap, stress post-traumatique suite aux tortures subies dans son pays, comportements violents au sein de la famille. Certaines personnes ne vont en consultation qu'une seule fois ou bien sur quelques séances (environ 5). 4 femmes se sont volontairement inscrites dans une démarche thérapeutique plus longue puisqu'elles ont été en consultation une dizaine de fois ou plus.



Accompagnements en cas de blocage d'accès aux droits

Les blocages dans l'accès aux droits des personnes que nous accompagnons sont devenus de plus en plus fréquents. Habitat-Cité constate avec une grande préoccupation que ces blocages continuent et qu'ils font partie des causes principales de la précarisation grandissante de la situation des personnes.



En 2022, Habitat-Cité a effectué 8 collectes auprès de la banque alimentaire d'Arcueil pour récupérer 1087 Kg de denrées alimentaires : biscuits secs, thé, café, légumes et fruits en conserve, nourriture pour bébé (petits pots, lait en poudre), légumes et fruits frais, soupes et potages, sauces en conserve, viennoiserie, produits d'entretien (lessive) et gel hydroalcoolique.

Cette aide alimentaire a bénéficié à 60 foyers dans les squats accompagnés au cours de l'année et aux bénéficiaires accompagnés hors des squats en grande précarité, soit plus de 200 personnes sur 2022.

L'aide est distribuée sous 3 formes : en libre-service dans la salle d'attente d'Habitat-Cité (thé, café, biscuits), à travers la distribution de colis lors des rendez-vous individuels lorsqu'une difficulté économique est repérée, lors des visites des ménages vivant en squats et bidonvilles. Ces distributions ne sont qu'une aide ponctuelle d'urgence. En parallèle, les ménages sont orientés vers des associations de distribution de l'aide alimentaire pour répondre à leurs besoins hebdomadaires.

Voici quelques exemples de situation que Habitat-Cité tente de démêler :

- Des indus à la CAF, non motivés en droit et non notifiés par courrier, accompagnés par des retenues abusives, voire de suspensions de toutes les prestations pendant plusieurs mois sans prendre en compte le reste à vivre des personnes et leur situation sociale. Suite à ces retenues et suspensions, les personnes peuvent se retrouver en situation d'impayé de loyer et menacées d'expulsion ou tout simplement ne pas avoir de quoi se nourrir. Il a également été observé des interruptions des prestations CAF dès que de nouveaux documents sont exigés même si ces documents ont déjà été fournis, des délais d'attente extrêmement longs pour joindre les opérateurs de la plateforme téléphonique CAF, la non acceptation par la CAF d'attestations fournies par la préfecture pour les demandeurs de titres de séjour.
- Des refus d'ouverture de compte bancaire et une procédure compliquée de droit au compte auprès de la Banque de France.

- Des traitements parfois anormalement longs des dossiers d'ouverture de droits à l'assurance maladie, de CSS ou AME, le manque de connaissance des dispositions légales concernant le droit au séjour des citoyens européens. La qualité de stagiaire de la formation professionnelle, par exemple, ouvre droit au séjour et donne donc droit à une ouverture de droits classique avec une CSS, mais cette information est peu connue par les opérateurs CPAM qui renvoient ces personnes vers l'AME.
- Des radiations abusives des demandeurs d'emploi par Pôle Emploi dans les cadres des contrôles effectués. Citons l'exemple d'une demandeuse d'emploi mère d'un enfant de 11 mois et enceinte de 6 mois, dont la situation n'était pas du tout prise en compte par Pôle emploi, qui la menaçait régulièrement de radiation et lui proposait des actions de recherche d'emploi qu'elle était dans l'impossibilité d'assumer au vu de l'absence de garde d'enfants.

Face à ces obstacles à l'accès aux droits, la nécessité de continuer à participer au plaidoyer inter-associatif s'impose de plus en plus. Une salariée chargée de projet accès aux droits a participé régulièrement aux réunions du groupe de travail sur les droits sociaux, animées par la Fondation Abbé Pierre et Romeurope. Deux autres chargées de projet (habitats précaires et insertion & linguistique) ont participé en décembre dernier à la réunion avec des avocat.e.s qui avait comme but de constituer un réseau d'avocats avec lesquels engager des contentieux sur les questions de blocages d'accès aux droits et les pratiques abusives des institutions.

Travaux de recherche

Plaidoyer

Rapport sur l'accès aux soins en Géorgie

En 2021-2022, l'association a, pour la 3^e année consécutive, fait travailler des étudiantes de l'école de droit de Sciences Po Paris, dans le cadre de la clinique des migrations, sur l'accès au séjour des ressortissants géorgiens venus en France pour obtenir des soins et sur l'accessibilité et la disponibilité des soins en Géorgie. En février 2022, deux étudiantes, un médecin bénévole et la chargée de mission accès aux droits et habitat précaire sont partis en mission de terrain en Géorgie. L'équipe a visité des hôpitaux, a mené une enquête auprès des acteurs et professionnels de la santé (des directeurs d'hôpitaux, des médecins spécialistes), des représentants des associations locales et internationales, des représentants de ministères mais aussi auprès de patients. Un rapport a été publié en juin 2022 accompagné d'une restitution publique. Le rapport a été publié sur le site de Sciences Po et sur les réseaux sociaux et le site web de Habitat-Cité. Il a également circulé dans les réseaux du Gisti, du Comède, de l'ARS, le collectif DASEM PSY, auprès de différentes ONG intervenant sur les questions de santé et des migrations.

Etude sur l'accès au logement des personnes vivant en squats et bidonvilles en Seine-et-Marne

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL) et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) de Seine-et-Marne ont confié à Habitat-Cité la réalisation d'une étude sur l'accès à l'hébergement et au logement des personnes vivant en squats, bidonvilles et en hébergement d'urgence dans le département. Cette étude a été réalisée avec l'appui de l'association Ville Hôpital (AVIH) et le Réseau Ville Hôpital. 65 enquêtes individuelles ont été réali-

sées entre avril et août 2022 dans des squats, campements et hébergements d'urgence du département. 8 enquêtes approfondies (qualitatives) ont été réalisées avec des répondant.es et 13 entretiens ont été effectués avec des professionnels des associations Equalis, Empreintes, Croix-Rouge, Ville Hôpital et Habitat-Cité. Une restitution a été faite le 26 septembre en présence notamment de la sous-préfète. L'objectif était d'énoncer un certain nombre de recommandations en vue de rédiger une feuille de route pour la résorption des squats et bidonvilles en Seine-et-Marne.

Dossier de presse et note à l'ONU sur le retrait de statut des ressortissants tchéchènes

Habitat-Cité et le Comité Tchétchénie ont rédigé un dossier de presse sur la question du retrait de statut de réfugié de ressortissants tchéchènes. Les deux associations ont été accompagnées par VoxPublic dans la diffusion de ce dossier de presse auprès de quelques journalistes ciblés. Le dossier de presse détaille ce que la loi de sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme (SILT) votée en 2017 a changé concrètement pour les personnes qui sont simplement soupçonnées de terrorisme sans véritables preuves. Trois cas ont été développés dont deux qui sont suivis par Habitat-Cité, le troisième étant un cas relayé par Mémorial Russie. Le dossier de presse a été envoyé dans un premier temps le 15 novembre à une liste de journalistes du Monde, France Info, Télérama, Le Parisien, France Inter, Nouvel Obs, La Croix, Ouest-France. Cependant, aucun article n'a été rédigé dans la presse suite à l'envoi du dossier de presse. Cela représente néanmoins un premier jalon pour faire connaître les entraves au droit d'asile. En parallèle, Habitat-Cité et le Comité Tchétchénie ont eu l'opportunité de rédiger une note sur les discriminations à l'encontre des Tchétchènes résidant en France pour la 108^e session de consultation des organisations non-gouvernement-

tales du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). Cette note de 14 pages dresse un état des lieux du contexte politique et médiatique qui a contribué à dégrader l'image des Tchétchènes dans l'opinion publique, évoque notamment les retraits de statut et les renvois vers la Russie ainsi que la condamnation récente de la France par la Cour européenne des droits de l'homme pour ne pas avoir respecté l'article 3 de la convention qui oblige à vérifier que le renvoi vers un pays tiers ne porte pas atteinte à la sécurité et la dignité des personnes.

La note a été présentée le 15 novembre 2022 à Genève lors de la 108e session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. L'avocate Lucie Simon a présenté cette note au nom d'Habitat-Cité et du Comité Tchétchénie. Des recommandations ont été réalisées pour que cette question soit portée par la communauté internationale auprès du gouvernement français.





Projet Cocagne : échanges de pratiques entre profes- sionnels européens sur l'intégra- tion des réfugiés

Le projet Cocagne a démarré en septembre 2020 et a pour objectif de favoriser les échanges de pratique entre professionnels européens travaillant dans les domaines de l'intégration des réfugiés. En 2022, les 4 dernières missions d'échanges de pratique ont été réalisées : à Turin (Italie) en mars, à Varsovie et Lublin (Pologne) en avril, à Bucarest et Timisoara (Roumanie)

en septembre et à Heidelberg (Allemagne) en octobre. La mission en Pologne a été particulièrement intéressante alors que le pays accueillait près de 200 000 réfugiés en provenance d'Ukraine. La mission en Roumanie a été également très inspirante aussi bien pour mieux appréhender le travail mené par le partenaire Make Better concernant l'adoption par le parlement roumain d'une loi visant à légaliser les habitats informels, que pour découvrir le système d'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine. Le projet Cocagne a été prolongé jusqu'en juin 2023 pour laisser davantage de temps aux partenaires pour finaliser le guide des bonnes pratiques qui ont été observées tout au long du projet et réaliser des recommandations pour l'amélioration des politiques d'intégration en Europe.





La permanence droit du travail

21 permanences ont été réalisées et 35 personnes ont été reçues en 2022. La majorité des personnes accueillies sont des salarié·e·s migrant·e·s ou de nationalité française issues de l'immigration. Elles ont été informées et accompagnées dans le cadre de litiges avec leurs employeurs. Trois parmi les personnes accueillies sont des travailleurs sans papiers qui ont été informés sur les modalités de régularisation par le travail et orientées vers une permanence syndicale (Sud Solidaires) spécialisée sur les questions de régularisation des travailleurs sans papier.

Certaines des personnes ont subi du harcèlement moral ou sexuel sur le lieu de travail. Pour une de ces personnes une orientation vers une psychologue a été considérée comme nécessaire car les effets du harcèlement qu'elle avait subi, étaient encore présents même plusieurs années après les faits. Dans un premier temps les démarches de règlement amiable sont privilégiées, en accompagnant les salarié·e·s dans la rédaction de des lettres recommandées à leurs employeurs pour réclamer leurs droits et demander la correction des irrégularités constatées.

Le règlement amiable n'aboutit pas toujours et en 2022 trois personnes ont engagé des procédures aux Prudhommes. Deux de ces personnes ont reçu la décision définitive, qui leur a été favorable. Cependant les indemnités n'ont pas été encore versées, car les employeurs refusent ou tardent à le faire. Une des avocates avec lesquelles nous collaborons a lancé une procédure de recouvrement et a demandé la mise en liquidation de la société de l'employeur. Les mêmes

difficultés de recouvrement sont éprouvées par une salariée qui a été assistée pour sa procédure par un défenseur syndical. L'employeur refuse même de relever le courrier qui lui est adressé et le recours à un huissier a été nécessaire, ce qui a engendré des frais pour la salariée. La procédure de recouvrement est toujours en cours.

Une autre salariée, qui a commencé sa procédure aux Prud'hommes en 2019 a obtenu le jugement définitif en 2022 et le recouvrement des sommes gagnées est également complexe. L'employeur est allé jusqu'à faire une liquidation frauduleuse de sa société pour ne pas payer les indemnités en ouvrant une autre société sous un autre nom. Sur les 92 915,98€ à recouvrer, 79 076,88 € ont été recouverts via l'AGS et 13 839,10 € devait être recouverts par le liquidateur, mais ce dernier n'a pas pu le faire, car l'employeur a refusé de payer. Une procédure a été lancée au Tribunal du commerce contre l'employeur pour faillite frauduleuse et elle sera suivie probablement par une procédure au pénal. Cependant, les délais de la justice sont extrêmement longs et l'incertitude plane sur le moment de recouvrement de la créance restante.



CHAPITRE 2

Solidarité France

Apprentissage du français et insertion professionnelle



Depuis 2015, Habitat-Cité continue de développer son offre de cours de français à Pantin à travers différents projets : formations semi-intensives, cours hebdomadaires tout au long de l'année, ateliers socio-linguistiques... En 2022, l'association a accueilli un peu plus de 300 personnes primo-arrivantes ou éloignées de l'emploi au sein de ces programmes. La majorité des apprenant-es se sont impliqués dans les cours de bout en bout afin d'atteindre un niveau de maîtrise du français leur permettant d'être autonomes dans la vie quotidienne, d'augmenter leurs possibilités

d'accès à l'emploi ou à la formation professionnelle et de favoriser leur accès aux droits ainsi qu'à des titres de séjour pluriannuels. Dans ce cadre, Habitat-Cité a particulièrement travaillé à l'adaptation des modules linguistiques aux besoins spécifiques des apprenant-es durant l'année 2022, avec la levée des freins au maintien en formation, la diversification des activités proposées en parallèle des cours de français et le développement des partenariats avec des entreprises et des associations intermédiaires d'accès à l'emploi.



Parcours Emploi : formations linguistiques à visée professionnelle

Inauguré depuis 2020 dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) du Ministère du Travail, le projet Parcours Emploi d'Habitat-Cité vise à accompagner des bénéficiaires de la protection internationale vers l'accès à l'emploi ou à la formation à travers des cours de français, un suivi socioprofessionnel et la participation à des activités favorisant la prise de confiance en soi : ateliers artistiques et manuels, initiation à l'utilisation d'ordinateurs, visites hors les murs...

Au terme de ce parcours de 180 heures en moyenne sur 6 mois, les apprenant·es peuvent en fonction de leurs besoins poursuivre une formation linguistique auprès d'autres structures, ou bien se tourner vers la recherche d'une formation professionnelle ou d'un emploi avec l'appui des chargé·es de mission de l'association.



Certification, accès à la formation et à l'emploi des stagiaires

137 personnes se sont inscrites aux formations linguistiques à visée professionnelle d'Habitat-Cité en 2022, dont 70% ont suivi la formation jusqu'à son terme. Parmi ces stagiaires, 36 personnes ont passé les examens du DELF et 32 personnes l'ont réussi (soit 89% contre 70% en 2021).

Si une partie des personnes qui ont quitté la formation avant son terme ont accédé à un emploi (25%) ou à une formation (30%), une majorité d'apprenant-es ont décroché en raison de difficultés personnelles : échec de la demande d'asile, exclusion d'un centre d'hébergement, problème de santé physique ou mentale (43% des abandons).

À l'issue de la formation, 13% des apprenant-es sont en emploi et 14% en formation certifiante ou qualifiante, contre 11% au total en début de formation. Le rôle de tremplin de la formation linguistique vers un premier emploi ou une formation qualifiante s'est notamment confirmé au prisme de l'étude de la situation des stagiaires 3 mois après l'issue de la formation : 18,5% des stagiaires sont en emploi 3 mois après la fin de la formation, et 34% en formation certifiante ou qualifiante (dont 22% dans une nouvelle session de formation linguistique afin de consolider leurs acquis).

Levée des freins au maintien en formation

Le maintien des stagiaires en formation est un enjeu qu'Habitat-Cité rencontre depuis le lancement des activités linguistiques, mais qui s'est intensifié depuis 2020 avec la part croissante de personnes primo-arrivantes au sein des formations. Là où le public historiquement accueilli dans les formations intensives d'Habitat-Cité était majoritairement composé de personnes éloignées de l'emploi et vivant en France depuis plusieurs années, les stagiaires sont aujourd'hui des demandeurs d'asile ou des bénéficiaires de protection internationale en situation de grande précarité. Ils et elles sont généralement insuffisamment accompagnés sur le plan social et professionnel, rencontrent de lourdes difficultés à se loger et sont dans l'urgence d'accéder à l'emploi à court terme.

Confrontée à des abandons et un absentéisme exacerbé par les effets de la pandémie du covid 19 – absences pour maladie, perte de motivation, précarisation des stagiaires – Habitat-Cité a déployé de nouveaux moyens en 2022 pour favoriser leur maintien en formation. Les équipes ont accordé plus de temps au suivi social direct des stagiaires ou à leur orientation vers les services de droit commun susceptibles de les accompagner sur le temps long : Centres communaux d'action sociale (CCAS), permanences de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), Maison de justice et du droit (MJD), permanences d'accès aux soins (PASS), etc. La majorité des



stagiaires en formation vivant sous le seuil de pauvreté et ne disposant ni de revenus, ni de minimas sociaux, Habitat-Cité a également pris en charge les frais de transports de nombreuses personnes tout au long de la formation.

Ce dispositif, conjugué à la mise en place d'une allocation gouvernementale pour les stagiaires de moins de 30 ans, a permis à une part importante de stagiaires de poursuivre la formation jusqu'à son terme en 2022. Ainsi, tandis que 60% des stagiaires avaient suivi la formation de bout en bout en 2021, ils ont été 70% à la mener à son terme cette année.

Le déploiement d'aides à la formation s'est avéré crucial pour le maintien des primo-arrivant-es en formation et leur montée en compétences dans un contexte où le marché de l'emploi ouvre peu de possibilités aux personnes ayant une faible maîtrise du français, en dehors du travail précaire ou non déclaré.

Accompagnement professionnel et développement de partenariats

Le suivi individuel mené par les conseiller-es en insertion professionnelle d'Habitat-Cité a permis de re-définir le projet de formation ou le projet professionnel des stagiaires en faisant le point sur les expériences et les compétences acquises par chacun-e. Deux rendez-vous individuels d'une heure ont été proposés à minima aux stagiaires, mais l'ensemble des participant-es ont pu en solliciter davantage.

A travers ces entretiens professionnels, un parcours permettant l'émergence d'un projet professionnel, l'accès à la formation ou au marché du travail, est élaboré en collaboration avec les stagiaires. En fonction des besoins, ces parcours répondent aux besoins immédiats des stagiaires tout en mettant en œuvre des stratégies à long terme de progression des compétences et possibilités d'évolution professionnelle afin d'élaborer un projet professionnel durable et évolutif. D'autre part, cet accompagnement vise à anticiper et prévenir toute possibilité de rupture de ce parcours d'insertion : aide aux démarches de renouvellement des papiers, aide au maintien ou à l'obtention de ressources financières

(RSA, rémunération en formation...) dans l'objectif de lever ou réduire les freins à l'emploi ou à la formation. Le dernier entretien de l'accompagnement professionnel, ou entretien bilan, est consacré depuis 2022 à la rédaction d'un nouvel outil : la fiche bilan, remise au stagiaire, servant à faire un bilan des actions réalisées lors de l'accompagnement par Habitat-Cité et permettant de faire plus facilement le lien avec les structures qui prendront le relais sur l'accompagnement professionnel.

Durant l'année, une trentaine d'ateliers emploi ont également été animés par les chargé-es de mission de l'association afin de faire connaître aux stagiaires les codes et les outils de la recherche d'emploi en France. Ces ateliers permettent d'identifier les techniques et les structures utiles à la recherche d'emploi et s'achèvent par l'apprentissage des bases du droit du travail. Afin de diffuser ces informations à tous-tes les bénéficiaires d'Habitat-Cité, l'association a initié en 2022 la rédaction d'un livret sur l'accès à l'emploi qui sera traduit en plusieurs langues et diffusé fin 2023. En complément, les chargé-es de mission de l'association ont continué de développer un réseau d'entreprises et de centres de formation. Habitat-Cité a notamment dirigé sa prospection vers les métiers de l'économie circulaire, du réemploi, du recyclage, du maraîchage ou de l'agriculture durable, en sollicitant des entreprises du secteur de l'ESS. En 2022, des visites d'entreprises et des présentations

de programmes de formations ont été organisées auprès de l'agence d'intérim Rebond Insertion (environnement, bâtiment, logistique et industrie), STPS (travaux de terrassement), Saint Gobain (BTP, recyclage, vente), la Butinerie (maraîchage, vente), Initiatives Solidaires (restauration, revalorisation et transformation). Habitat-Cité a également convié Duo for a job et Kodiko à présenter leur programme de mentorat aux stagiaires s'apprêtant à terminer leur formation avec Habitat-Cité. Enfin, C2DI a été invitée à faire une information collective sur son programme, consistant à mettre en relation des demandeur-euses d'emploi en lien avec des entreprises ayant des postes peu qualifiés à pourvoir en CDI et CDD de 6 mois minimum.

Déploiement d'activités hors les murs

Durant leur formation, les apprenant-es ont participé à différents ateliers artistiques et manuels en fonction de leurs besoins linguistiques : des ateliers de menuiserie ont été animés par la Requincaillerie à destination des stagiaires pas ou peu communicant-es en français, et des ateliers théâtraux et audiovisuels aux stagiaires de niveau intermédiaire à confirmé (A2, B1, B2) par la compagnie Studio Monstre et l'association Les Engrenateurs. Ces temps ont permis aux stagiaires de découvrir et d'utiliser la langue française dans un



autre contexte que les cours, mais surtout de développer d'autres compétences dites douces telles que leur créativité, leur esprit d'initiative, leur capacité à travailler aussi bien en autonomie qu'en groupe et leur confiance en eux.

Considérant que l'apprentissage du français passe non seulement par la formation mais également par les échanges de la vie quotidienne et les pratiques culturelles, Habitat-Cité a comme chaque année accordé une importance particulière à la mise en place de sorties culturelles gratuites à destination des stagiaires. En 2022, ceux-ci ont ainsi été invité-es à découvrir trois films au Ciné 104, une pièce de théâtre au Rond Point, une exposition à la Philharmonie de Paris et plusieurs visites dans des musées parisiens en partenariat avec l'association Ticket d'entrée. Durant l'été 2022, Habitat-Cité a par ailleurs proposé à sept stagiaires de passer une semaine dans une exploitation maraîchère biologique en Aveyron. Organisé en partenariat avec la ferme À tout Bout d'Champ située à Soulieysset, ce séjour a permis aux participant-es de découvrir le

maraîchage et de renforcer leur pratique de la langue française à travers une immersion totale. Chaque jour, les apprenant-es ont participé à la vie de la ferme de 3 hectares : entretien et irrigation des parcelles, préparation des semis, plantation, récolte et vente de fruits et légumes, mais aussi découverte de l'apiculture et de la transformation végétale aromatique et médicinale.

Une professeure de français a activement participé au montage de ce projet et à l'accompagnement des stagiaires sur chaque activité en proposant, notamment, des supports pédagogiques reliés à chacune des thématiques abordées. Ce séjour a été particulièrement apprécié par chacun-e des participant-es, qui avaient jusqu'à lors eu peu d'occasions de découvrir d'autres territoires que l'Île-de-France et en particulier des territoires ruraux. S'il n'a pas déclenché de vocation de maraîchage parmi les stagiaires, l'une des participant-es occupe depuis un poste de jardinière au Château de Versailles et tous les autres stagiaires ont intégré une formation ou un emploi dans les six mois qui ont suivi le séjour.



CAPSULE SONORE ENREGISTRÉE AVEC AJMAL
PAR LES ENGRAINEURS – AVRIL 2022

Salut Mortaza,

J'espère que tu vas bien,

J'habite en France depuis 4 ans... Tu me manques beaucoup.

Je suis en cours de langue française pendant la semaine. La langue française est un peu longue [à apprendre] pour moi, mais la professeure m'aide beaucoup, elle est très professionnelle et gentille.

J'ai visité plusieurs places en France comme Creil, Mulhouse, Strasbourg et le port d'Anvers...J'ai visité beaucoup de restaurants à Paris. J'aime les restaurants pakistanais et Indiens, super plats !

Aujourd'hui, je cherche du travail pour ma vie en France. En fait ce n'est pas facile de trouver du travail dans le domaine des avocats, donc je change de métier. Je cherche du travail dans le domaine des hôtels. Déjà j'ai [eu] un entretien avec un hôtel à Méricourt. L'entretien final est fixé à mercredi prochain à 15h, j'espère que je vais passer l'entretien final avec la directrice ! Je te dis comment ça s'est passé.

À bientôt,

Ajmal

La permanence emploi

Les 38 personnes reçues lors des 21 permanences réalisées en 2022 ont été accompagnées dans la définition ou dans la confirmation de leur projet professionnel, dans la réalisation des documents nécessaires à la recherche d'un emploi (CV, lettre de motivation, obtention de l'agrément IAE).

Certaines personnes ont été reçues à plusieurs reprises pour travailler leur projet professionnel et pour envoyer plusieurs candidatures ou pour réaliser des simulations d'entretiens d'embauche. Pour les personnes éloignées ou très éloignées de l'emploi, les freins ont été identifiés et des solutions ont été proposées : orientation vers des cours de français, orientation vers le dispositif IAE ou premières heures (DPH), échanges avec les conseillers Pôle emploi afin de proposer des accompagnements renforcés (accompagnement global), recherche de formations de français renforcées (alphabétisation) avec des prestataires de Pôle emploi comme GIDEF. Les personnes non inscrites au Pôle emploi ont été accompagnées à le faire et des informations leur ont été fournies sur leur droits et obligations en tant que demandeurs et demandeuses d'emploi inscrit.e.s.

Des offres d'emploi adaptées ont été identifiées (secteur IAE ou marché classique) et des candidatures ont été envoyées. Parfois, des échanges téléphoniques et par mail ont eu lieu avec certains employeurs. Une personne avec des problématiques de santé importantes a été informée sur les démarches de réalisation des dossiers MDPH et orienté vers la permanence handicap de la Maison de Justice et du droit de Pantin. Il y a eu en 2022 quelques exemples d'entrées en emploi : huit personnes ont trouvé un emploi dont sept sur le marché classique (CDI temps partiel, CDI temps plein ou contrat d'intérim) et une dans le secteur de l'IAE (CDDI). Les secteurs les plus représentés sont le nettoyage, la grande distribution et la restauration. Une personne a trouvé un emploi en tant qu'agente administrative vacataire.



Cours de français hebdomadaires animés par des bénévoles

Comme chaque année depuis 2015, une équipe de bénévoles fidèle et engagée auprès d'Habitat-Cité a proposé des cours de différents niveaux à des habitant·es de la ville tout au long de la semaine.

Ces cours ont été organisés de manière à proposer à minima un cours de 2h par semaine tout au long de l'année à des groupes d'apprenant·es en alphabétisation, en post-alphabétisation ou souhaitant se préparer aux niveaux A1, A2, B1 et B2 du CECRL. Ils se sont déroulés dans trois maisons de quartier de la ville du lundi au vendredi, en matinée, l'après-midi et le soir, afin que différents publics puissent y participer : actifs et inactifs, personnes ayant des enfants sans solutions de garde, personnes suivant des formations durant la journée, etc. Entre janvier et décembre 2022, 337 heures de cours ont été dispensées par l'équipe bénévole d'Habitat-Cité, qui a accueilli deux nouvelles volontaires à la rentrée de septembre. Celle-ci a décompté 1016 présences lors de ces

cours pour 137 participant·es dont 71 habitant·es résidant dans les quartiers prioritaires de la ville. Cette offre de cours a été précieuse pour les habitant·es n'ayant pas le temps ou la possibilité de suivre des cours à temps plein mais ayant besoin de progresser en français pour leur vie sociale, professionnelle, familiale ou pour des besoins administratifs. En dehors de ces heures de cours, Habitat-Cité et ses bénévoles ont proposé aux apprenant·es de participer à trois séances de Ciné-Fle au cinéma 104, à une sortie au Théâtre du Rond Point, et à une découverte des passages couverts parisiens. L'association continuera de développer son offre de cours et de sorties en 2023.



Ceci n'est pas un cours de français

TÉMOIGNAGE DE PHILIPPE, BÉNÉVOLE

Cela fait maintenant sept ans que je suis « prof de FLE bénévole » chez Habitat-Cité. Sept ans que chaque semaine pendant presque neuf mois, je me rends dans une maison de quartier de Pantin avec dans ma besace un petit haut-parleur, un exercice sur les pronoms personnels, un poème de Victor Hugo, une chanson, un jeu de société, un sujet de préparation à un examen, une expression française, un manuel de grammaire, que sais-je ?

Sept ans que j'en reviens avec un fragment de récit que je porte en moi et que je raconte parfois : un vers délicatement récité, un mot d'une autre langue écrit sur le tableau blanc, une confidence ou une prise de parole inattendue, des mots choisis traduits avec minutie en bengali, en arabe ou en cyrillique sur un cahier d'écolier. Sept ans que je voyage dans le passé, le présent et le futur avec des Bangladais-es, des Roumain-es, des Tchétchènes, des Srilankais-es, des Ukrainien-nes, des Egyptien-nes, des Syrien-nes, des Afghan-nes,... masculin, féminin, Marocain, Marocaine, Malien, Malienne, maintes fois répété. Sept ans déjà, avec l'impression qu'il s'agit de bien plus que de bénévolat et d'une langue à enseigner.

Car dans cet espace à la fois clos, protégé et ouvert sur le monde qu'est une salle de classe, d'autres histoires se racontent : quelque chose qui se dit de nous, avec nous, qui se dit de nos cultures respectives, de nos langues, de nos tracas, de nos empêchements, de nos moins-envie-de-faire, de nos désirs, de nos joies, de nos peines, de nos lassitudes, de nos manques de concentration, même de nos absences, de nos abandons.

Quelque chose qui se dit sans se dire à cause des passés pas toujours simples ou des impératifs subis. C'est certainement un apprentissage qui se concrétise, avec des objectifs bien déterminés (diplôme de français, carte de résident,...), mais ce qui se passe, ce qui passe en premier lieu, c'est un échange, un accomplissement. Plus que d'apprendre une langue, il s'agit de la visiter et de la partager. N'ayons pas peur des mots, n'ayant pas peur de nous en remettre à eux. Alors, dans cette salle de cours, disons plutôt sur ce terrain de jeu,

chaque personne découvre à la fois ce qu'elle était venue chercher, mais aussi ce qu'elle ne s'attendait pas à trouver. Des surprises, ensemble. Dans cet espace de confiance et d'égalité, improbable tour de Babel où nous avons rendez-vous chaque semaine, nous nous amusons avec curiosité, nous nous réconfortons avec pudeur, nous nous encourageons, nous nous accrochons à un cadre, à un rituel, à une parole, un collectif, un regard, un rire simplement.

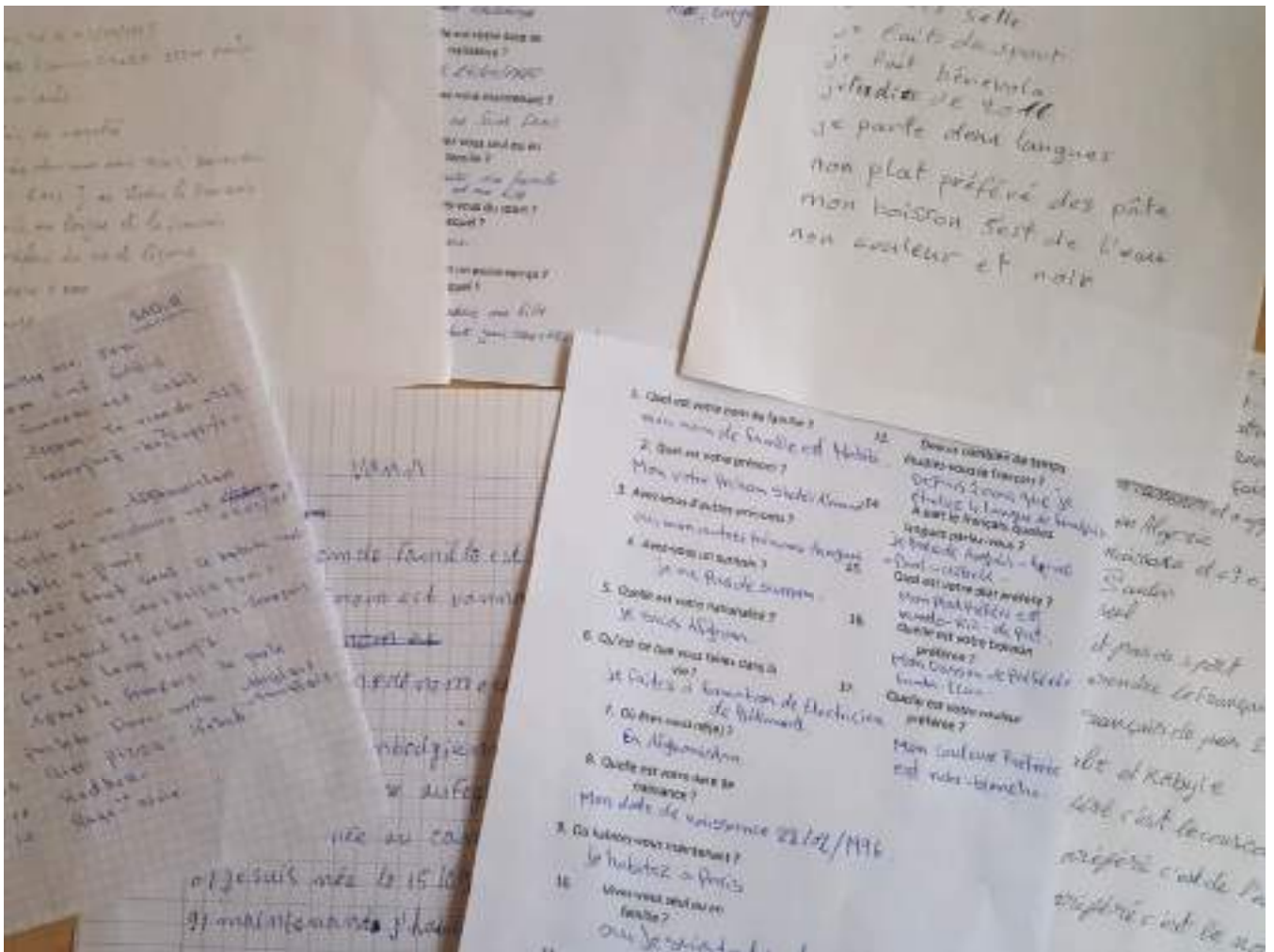
C'est une piste aux étoiles et aux lettres inconnues pour certain-es, un territoire de découvertes, un refuge pour d'autres, un temps pour se raconter, un temps pour se poser, se reposer, respirer, un temps pour apprendre, un temps pour se projeter, un temps de doute et de labeur parfois, de petites victoires sur soi souvent, un temps des lendemains, un temps des futurs possibles plus que des conditionnels passés, des imparfaits ou des plus que parfaits, mais toujours un présent précieux et fugace où nous parlons la même langue.

Avec les quatre points cardinaux qui nous servent de boussole, nous tentons patiemment au milieu des silences d'abord d'écouter, puis la parole advient dans des phonèmes, des prononciations hésitantes, chuchotées mais si belles à entendre dans leurs fragilités. Nous lisons alors sur les lignes et les lèvres avant de prendre enfin le chemin plus risqué de l'écriture, ultime trajet, jamais achevé, d'où jaillissent quelques secrets, quelques inventions maladroites.

La langue circule, sort de la classe, se mêle à d'autres et nous donne de l'espoir, c'est ce qui compte à la toute fin. Quand le quotidien nous pèse, les mots dansent et nous dansons avec eux. Un sourire, un regard qui dit la difficulté, un rire, un bâillement, peu importe, nous partageons une langue parfois à tour de rôle, parfois en chœur, pour le plaisir de dire et c'est bien comme cela.

2 AVRIL 2023

Philippe Bonnaves



Ateliers socio-linguistique à destination de jeunes mineur·es isolé·es

Une à deux fois par semaine, Habitat-Cité anime des ateliers socio-linguistiques à destination de jeunes mineur·es isolé·es à Pantin. La majorité de ces jeunes sont dans l'attente d'une prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance ou d'une entrée au collège ou en lycée professionnel.

Âgé·es de 16 ans en moyenne, ces jeunes n'ont bien souvent pas de logement stable et dorment à l'hôtel ou dans la rue. Ils et elles sont orienté·es par le Centre d'information et d'Orientation (CIO) de Pantin. Leur encadrement reste toutefois faible et ces jeunes restent exposé·es à toutes sortes de maltraitances à un âge où des repères et un cadre stables sont pourtant essentiels pour se reconstruire.

Dans le cadre d'un partenariat avec les bibliothèques de la ville de Pantin, l'association anime de fait des ateliers destinés à répondre à la forte attente de scolarisation des jeunes, leur donner des outils pour faciliter leur vie quotidienne (repères spatiaux, temporels, sociaux) et leur ouvrir un espace-refuge leur permettant de tisser des liens avec les bibliothèques de Pantin, mais aussi entre eux. Si les jeunes fréquentent les ateliers sur une

durée assez variable en fonction de leur situation administrative, tous les jeunes ayant participé à un cours ont *a minima* eu l'occasion de s'inscrire à la bibliothèque et de découvrir ses ressources, ainsi que de découvrir une thématique de la vie quotidienne en France à travers une pédagogie bienveillante, individualisée et tournée avant tout vers un objectif de mise en confiance des jeunes.

En 2022, les ateliers socio-linguistiques ont accueilli une quarantaine de jeunes. Au total, plus de 394 participations à ces ateliers ont été décomptées pour 61 accueils réalisés (soit 92h de cours), soit 6 jeunes en moyenne par atelier. Habitat-Cité les a également convié·es à des sorties au cinéma 104 et à un match de football féminin opposant le Paris-Saint-Germain au Paris Football Club en décembre.



Témoignage de Sambou

ÉTÉ 2022

Je suis arrivé à Paris le 19 septembre 2020, j'avais quinze ans. J'ai dormi à la gare ; je connaissais personne. Le lendemain matin, je suis parti à la Croix Rouge. Elle a fait mon évaluation, elle m'a dit que j'étais pas mineur. On m'a dit « le juge des enfants est pas d'accord ». Après je suis allé à Couronnes, et des femmes m'ont donné [d]es adresses. Je suis parti le lendemain, un Monsieur a pris mon nom et mon numéro là-bas. Ensuite j'ai eu un rendez-vous le mardi.

Je dormais seul dehors, à Porte Dorée, à côté du parc. C'était comme ça pendant huit mois. Pour trouver à manger, c'était MSF qui m'aidait en me donnant des tickets pour les distributions alimentaires. Après j'ai vécu à Epinay pendant quatre mois, dans un petit foyer [d'Utopia 56]. On était sept, avec trois chambres.

Quand je suis arrivé, j'ai dit que j'avais besoin de cours de français, et [on] m'a aidé. J'ai trouvé les cours avec Habitat-Cité et dans un autre endroit, à Ground Countrol. Les cours m'ont aidé beaucoup. Avant, même si je parlais français, je parlais pas comme ça. Depuis, j'ai appris beaucoup de choses là-bas. J'aimais bien apprendre du vocabulaire.

Au Mali, je parlais bambara. Il y a beaucoup de langues là-bas, mais en partant à l'école on apprenait le français. J'ai fait trois ans à l'école là-bas. Je savais un peu lire et écrire, mais maintenant ça va mieux. Ça m'a intéressé beaucoup, merci.

À Epinay, mon éducatrice m'a dit que je devais aller à Quimper, mais finalement on m'a dit d'aller à Brest. À Brest, j'ai été accueilli par une dame qui m'a accompagnée à l'hôtel après un test Covid. Je suis resté huit mois là-bas. Je ne faisais rien du tout, je devais attendre pour l'école. Mais j'ai trouvé une médiathèque, grâce à MSF. J'ai fait ma carte de bibliothèque et j'ai lu des livres là-bas.

Maintenant, j'ai trouvé un appartement à Morlaix. J'ai déménagé. On est trois dans l'appartement. Avant, c'était dur mais maintenant c'est mieux. Si tu pars quelque part, et que tu connais pas là-bas, c'est dur quoi. Maintenant, ça va un peu, parce que faire un stage, ça m'a permis de rencontrer des amis. Je joue au football aussi — il y a beaucoup d'activités à Morlaix.

Moi, dans ma vie, il y a beaucoup de choses que je veux réaliser, Inch'allah. À propos de ça, maintenant, je fais un stage d'électricien. Parce que maintenant, j'ai fini l'école vendredi passé. J'ai passé le DELF et je l'ai obtenu. Là, je suis bien. Je cherche un apprentissage.

Il y a des gens qui veulent faire électricien pour l'argent, mais moi c'est parce que j'aime vraiment [ce métier].

Sambou



CHAPITRE 3

Groupes de travail transverses



AMBI
DÍA: JUEV
EN PUNTO
MOTIVO:
DE LA ALC

Le groupe genre

Créé en 2020, le groupe genre d'Habitat-Cité réunit équipes de la Solidarité Internationale et de la Solidarité France pour renforcer les échanges inter-projets en matière de lutte contre les inégalités de genre et consolider son dispositif d'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales.

Au cours de l'année 2022, ce groupe de travail a essentiellement concentré son action sur la formation des salarié-es et bénévoles de l'association à l'accompagnement des personnes victimes de violences via le recours au Centre d'information des femmes et des familles (CIDFF) et au Comité féministe de lutte contre le viol (CFCF). Ces formations ont permis aux équipes France de renforcer leurs compétences de repérage, d'accompagnement et d'orientation des victimes.

Forte de ces formations, les chargé-es de mission de l'association ont développé leurs pratiques d'accompagnement des femmes et des enfants victimes de violences ou de traite :

- Mise en place d'un protocole de suivi et d'attribution d'aides d'urgence ;
- Accompagnement des victimes de violences dans des démarches juridiques ;
- Orientation de femmes et d'enfants victimes vers des consultations psychologiques en russe ou en roumain financées par Habitat-Cité ;
- Accompagnement et orientation des auteurs de violences vers des structures dédiées ;
- Recherche de partenaires sur les principaux territoires d'intervention franciliens (Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne).

L'objectif de l'association pour l'année 2023 est de poursuivre l'identification de structures à-même d'ac-

compagner des victimes de violences primo-arrivantes – une dimension qui nécessite notamment la maîtrise des langues maternelles des personnes accompagnées et la connaissance du droit au séjour.

Les équipes Solidarité Internationale ont également pleinement concentré leur attention sur la lutte contre les inégalités de genre en 2022 avec la réalisation du diagnostic participatif de genre (DPG) en Haïti, la participation aux rencontres « Habitat et genre » et « Femmes bâtisseuses » au Salvador, et l'animation ou la participation à des vidéoconférences dédiées à la construction d'habitats durables et inclusifs.

Le groupe de travail environnement

Le groupe de travail environnement s'est constitué en octobre 2021 avec 3 principaux objectifs : développer davantage la réflexion sur les questions environnementales au sein d'Habitat-Cité, rendre plus visibles les actions liées à l'environnement développées depuis des années à l'international, impulser une meilleure prise en compte des questions environnementales dans les projets menés en France.

- Le groupe s'est réuni 6 fois entre octobre 2021 et fin décembre 2022 et travaillé sur les actions qui pourraient être développées, notamment en termes de :
 - Amélioration des pratiques d'Habitat-Cité : réduction de la consommation de l'énergie, amélioration du recyclage et des pratiques d'achat de fournitures (vrac, produits recyclés), réduction de la pollution numérique d'Habitat-Cité
 - Calcul et réduction de l'empreinte carbone d'Habitat-Cité : des échanges ont eu lieu avec deux prestataires (Selectra et Ecoact) et des devis ont été demandés afin d'estimer le temps nécessaire et les coûts d'une telle démarche sur le travail sur l'empreinte carbone d'HC. Les coûts étant assez élevés, la démarche a été mise en attente.
 - Sensibilisation des personnes accompagnées et des personnes qui suivent les formations intensives et les cours de FLE aux questions liées à l'environnement et notamment à : la précarité énergétique, le bien manger, la pollution numérique, les métiers de l'économie sociale et solidaire et de l'économie circulaire. Des collaborations pourront être développées avec des associations spécialisées sur certains sujets spécifiques comme la précarité énergétique. La formation de quelques personnes de l'équipe sur ces sujets pourrait aussi être une solution pour assurer leur diffusion au sein de l'équipe salariée et de celles des professeurs de FLE.
- Amélioration de la communication d'Habitat-Cité afin de mieux rendre compte de nos actions liées à l'environnement : un travail de réalisation de courts vidéos sur la permaculture, la reforestation et les forêts comestibles a été démarré pour rendre plus visibles ces actions notamment dans le cadre des projets menés à l'international.

Une décision importante a été prise en termes de fonctionnement. Habitat-Cité a changé de fournisseur d'énergie en résiliant le contrat avec EDF et en ouvrant 2 contrats (pour Paris et Pantin), avec Enercoop, un fournisseur qui s'approvisionne à 100 % en énergie renouvelable, soutient les petits producteurs indépendants et fonctionne sur un modèle coopératif. Habitat-Cité est également devenu sociétaire d'Enercoop.



CHAPITRE 4.1

Solidarité Internationale

Haiti





Contexte national, une crise qui perdure depuis 2017

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain avec des indices de développement humain atteignant 0.50 en 2018 (PNUD 2019). De plus, c'est un pays particulièrement exposé aux catastrophes naturelles, comme les séismes et les ouragans. Haïti est régulièrement traversée par des tempêtes saisonnières causant des dégâts importants entraînant la détérioration des logements et des infrastructures et la destruction des cultures vivrières. Depuis 2017, la situation sécuritaire du pays ne cesse de s'aggraver, "en raison de l'insécurité qui règne dans plusieurs zones de Port-au-Prince et ses environs. Des gangs armés se livrent à des combats afin de conforter leur mainmise sur certains territoires de la capitale où ils mènent des actions violentes à l'en-

contre des habitants." D'autre part, les habitant-e-s font face à une pénurie de carburant depuis le mois d'août 2022 et en conséquence à une flambée des prix des denrées et du transport. La pauvreté des familles a nettement augmenté. Dans le cadre des actions menées, Habitat-Cité et ses partenaires font face à plusieurs difficultés : les prix des matériaux ont augmenté (par 5 pour le ciment) ; certains matériaux sont difficiles à trouver ou absents comme la tôle) ; la hausse du coût du carburant rend le transport des matériaux parfois impossible ; il est difficile et dangereux de se rendre à Port-au-Prince. Par ailleurs, les évolutions des saisons et les périodes de sécheresse amènent leurs lots de difficultés pour les familles et rendent difficile la planification de certaines activités.

Articulation des projets et des actions

Habitat-cité et OJUCAH (Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancée d'Haïti) travaillent ensemble à la mise en œuvre d'actions d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie avec notamment la formation d'artisan-e-s de la construction, la réhabilitation de maisons traditionnelles et la transformation d'abris temporaires en maisons durables avec et pour des familles en situation d'extrême pauvreté.

Ces actions vont de pair avec le renforcement des compétences de l'équipe d'OJUCAH et des habitant-e-s à l'agriculture syntropique pour développer la fertilité des sols, tout en introduisant des espèces comestibles et des espèces pour la construction et le bois de chauffe. Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans le renforcement de l'organisation dans des domaines comme la gouvernance, la participation, la protection et la régénération de l'environnement, l'équité de genre. Les deux organisations améliorent, ensemble et en s'appuyant sur leurs réseaux, leurs méthodologies pour diagnostiquer les Cultures Constructives Locales, les inégalités de

genre et les violences faites aux femmes et aux enfants. Habitat-Cité et OJUCAH ont mené ensemble, avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre, la première année du programme triennal AMHA - "Amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales à travers le renforcement des compétences locales avec une perspective de genre et une approche environnementale" (avril 2022 à mars 2025). Cette action a été complétée par des actions soutenues par la Fondation RAJA Danièle Marcovici, "Accès à l'emploi, amélioration de l'habitat et forêts comestibles par et pour des femmes de la Vallée de Jacmel et Baint en Haïti", et par l'organisation belgo-chilienne SELAVIP, "Amélioration de l'habitat rural en Haïti".

Habitat-Cité, CRAterre, ATECO (Association des Techniciens de la Construction) et OJUCAH sont partenaires d'un projet multi-pays (El Salvador - Haïti) soutenu par l'Agence Française de Développement. Les partenaires ont mené ensemble en 2022 la deuxième année de la seconde phase du projet « Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes » (2021-2023).



Les principaux axes de travail de l'année

TROIS DIFFÉRENTS DIAGNOSTICS

Cette année trois types de diagnostics ont été mis en place dans les communautés rurales de La Vallée de Jacmel et Bainet.

Un premier diagnostic dénommé diagnostic participatif de genre, préparé par Habitat-Cité en 2021, a été réalisé avec l'appui de deux consultant.es haïtien.nes. Ils ont formé et accompagné l'équipe d'OJUCAH lors de la réalisation des ateliers dans la localité de Laval en s'appuyant sur les documents de préparation transmis par Habitat-Cité. Puis OJUCAH a répliqué les ateliers dans les deux autres localités, Denard et Brésilienne. Au total, 50 femmes et 26 hommes, 89 filles et 31 garçons, habitant-e-s des communautés rurales, ont participé à ce diagnostic. 4 membres d'OJUCAH (3 femmes et 1 homme) ont été formés à la mise en place des ateliers pratiques. Ce diagnostic a notamment permis d'identifier les principales problématiques rencontrées par les femmes, les jeunes filles et les enfants dans les zones d'intervention.

Ensuite, un diagnostic des opportunités économiques pour les habitant-e-s des communautés rurales et pour le développement et la pérennité économique d'OJUCAH et de la mutuelle des artisan-e-s de la construction (dénommée MUSOTEC) a été mis en place avec le soutien d'Entrepreneurs du Monde Haïti. Les activités de terrain ont été réalisées par un membre d'Entrepreneur du Monde du 23 mai au 5 juin 2022, accompagné en permanence par au moins 2 membres d'OJUCAH. Ce diagnostic à trois volets offre matière à réflexion et propose des pistes de développement d'activités économiques.

Le troisième et dernier diagnostic est la nouvelle application d'un diagnostic auprès des familles de la zone pour compléter et mettre à jour les données socio-économiques et concernant l'état des habitats. Ces données sont utilisées par OJUCAH et Habitat-Cité pour prioriser les réhabilitations de maisons ou de shelter (abris) et les éventuelles constructions neuves. Ainsi, 722 enquêtes ont été réalisées au cours de trois sessions, dans les localités de Laval, Denard et Brésilienne.

PRODUCTION DE L'HABITAT

1. Ouvrages réalisés

OJUCAH et Habitat-Cité travaillent ensemble à l'amélioration de l'habitat et des conditions de vie dans trois micro zones : Laval, Denard et Brésilienne. Cette amélioration passe en partie par des actions de réhabilitation et de construction de maisons.

Ainsi, cette année 2022 a permis de réaliser les ouvrages suivants :

- 8 maisons neuves construites (5 anciennes maisons irréparables reconstruites et 3 chantiers écoles - 2 en maçonnerie chaînée et 1 en Techniques de Construction Locales Améliorées)
- 7 extensions de maisons traditionnelles
- 1 maison réparée selon les Techniques de Construction Locales Améliorées
- 10 toilettes sèches construites
- 13 toilettes traditionnelles avec fosses construites
- Réparation des toilettes dans 3 écoles communautaires (école maternelle «Les Abeilles», école communautaire de Geffray et école épiscopale de Brésilienne),
- Installation de 4 systèmes de récupération d'eau de pluie dans 4 écoles communautaires (Kindergarten, Las Abejas «Las Abejas», l'école nationale de Laval, l'école communautaire de Geffray et l'école épiscopale de Brésilienne)
- Ce sont ainsi, 39 familles qui ont été soutenues dans l'amélioration de leur habitat et 4 écoles qui ont été appuyées.
- Les familles participent à l'amélioration de leur habitat. Elles ne contribuent pas financièrement, cependant leurs contributions sont quantifiées et valorisées. Ces contributions se concentrent sur quatre points fondamentaux :
 - un apport de matériaux de construction qu'elles peuvent facilement trouver sur leur lieu de vie (pierres, terre, eau)
 - le transport d'une partie des matériaux jusqu'au terrain où se trouve le chantier

- la fourniture de nourriture et la préparation des repas pendant la durée des travaux de construction pour l'équipe d'artisan-e-s de la construction
- l'apport de main-d'œuvre non qualifiée, au moins une personne par famille

Ces précieuses contributions sont calculées en fonction des réalités de chaque famille. Elles ont deux objectifs : l'autonomisation des familles en tant que sujets principaux de l'ensemble du processus d'une part et, d'autre part, que chaque famille collabore dans la mesure de ses possibilités.

Par ailleurs, les familles participent activement à la conception et au design des maisons et des interventions par le biais d'un travail de réflexion autour d'une «maquette évolutive».

2. Formations

Au total, 54 artisan-e-s de la construction ont participé pendant l'année à des formations (26 femmes et 28 hommes):

- Formation théorique en maçonnerie chaînée et approche Techniques de Construction Locales Améliorées (TCLA)
- 2 formations pratiques en maçonnerie chaînée sur chantier-école

- 1 formation aux Techniques de Construction Locales Améliorées sur le chantier-école à Poli, Laval
- Formation et construction de deux toilettes sèches

FORÊTS COMESTIBLES PILOTES ET FAMILIALES

En plus de l'action directe sur l'habitat, OJUCAH et Habitat-Cité travaillent sur le développement de forêts comestibles par le renforcement des connaissances et compétences de 6 membres d'OJUCAH (dont 4 femmes) et par l'accompagnement des familles volontaires pour développer des forêts sur leur terrain. Les forêts comestibles sont une alternative pour répondre à différents enjeux importants : la souveraineté alimentaire des familles, la pousse de bois pour la construction et la combustion, la reforestation et la régénération de la biodiversité.

Deux forêts comestibles pilotes :

Deux forêts comestibles pilotes ont été initiées, une dans la localité de Poli - Laval en 2019 et la seconde dans la localité de Denard en 2020. Les surfaces couvertes sont respectivement de 1800 m² et de 2100 m². 970 plantes et arbres (en plus des plantations saisonnières de type haricots / pois congos / jack beans, gombos, manioc, patates) d'une quarantaine d'espèces différentes ont été plantés depuis 2019 et 2020 et continuent de se développer.



10 forêts familiales :

10 familles ont commencé à développer des forêts comestibles sur leurs terrains. Elles sont accompagnées par le pôle Environnement de l'équipe d'OJUCAH. L'objectif à plus long terme est de promouvoir le développement de ses forêts auprès d'un nombre toujours croissant de familles.

Formation :

OJUCAH a accueilli des formateurs bénévoles du Global Freedom Project du 7 au 10 mai 2022. En tout, 30 personnes ont été sensibilisées et 6 personnes, dont 4 femmes, du pôle Environnement d'OJUCAH ont été formées à l'agriculture syntropique. Les formateurs ont remis des recommandations à OJUCAH. Dans un second temps, Harvey Smith, également formateur bénévole du Global Freedom Project, a réalisé une mission d'accompagnement de 45 jours pour le pôle Environnement d'OJUCAH. Cette intervention a permis de renforcer la crédibilité du pôle auprès des habitant-e-s et de fixer des objectifs à atteindre pour l'équipe.

SESSIONS DU CLUB DE FILLES

L'organisation Repanse Pouwva (Repenser le pouvoir) apporte un soutien méthodologique aux activités spécifiques mises en place pour lutter contre les inégalités liées au genre. Elle accompagne depuis 2019 la formation des trois animatrices qui organisent les sessions hebdomadaires du Club de filles. Une formation a eu lieu en 2022, du 10 au 15 juillet. Sur l'année, 45 filles de 9 à 19 ans ont participé à des espaces de loisir et de formation.

2 animations ouvertes au public ont été réalisées dans le cadre des sessions du Club de filles sur la thématique des inégalités liées au genre. Un événement de sensibilisation a été réalisé sur la lutte contre les violences liées au genre le 8 mars 2022.

En chiffres

HABITAT

6

maisons

traditionnelles neuves
construites dont un chantier
école en ossature bois et
remplissage roches

3

maisons

traditionnelles réparées

7

extensions

de maisons
traditionnelles

23

latrines construites (10
toilettes sèches et 13 toilettes
traditionnelles avec fosse)

4

écoles communautaires
soutenues dans la réparation
de leurs infrastructures
(toilettes et systèmes de
collecte d'eau de pluie)

FORÊTS COMESTIBLES

2

forêts

comestibles pilotes en cours
de développement

10

forêts

comestibles familiales en
cours de développement

2

pépinières

actives tout au long de l'année
ayant produit au moins **500**
arbres fruitiers (**12 espèces**
différentes), **450 arbres**
forestiers (**4 espèces**), **5000**
légumes (15 espèces) et
autres **4000 petites plantes**
(au moins **4 espèces**)

1

pépinière

de 1700 plantules d'arbres
fruitiers réalisée à partir de
graines récoltées par 30 filles
de 9 à 14 (Club de filles)

30

personnes

sensibilisées et 6 personnes
formées (4 femmes) au travers
d'une mission / formation
de 4 jours en agriculture
syntropique (Global Freedom
Project)

1

mission

de soutien technique en
agriculture syntropique de
Harvey Smith (Global Freedom
Project) d'une durée de
45 jours

CLUB DE FILLES

45

filles

de 9 à 19 ans accompagnées
au travers d'espaces de loisir et
de formation (Club de filles)



DIAGNOSTICS

1

Un diagnostic des opportunités économiques réalisé par Entrepreneur du Monde

1

Une nouvelle phase de diagnostic social et technique (juin 2022 à décembre 2022) afin de préparer les réhabilitations de l'année 2023/2024

1

diagnostic participatif de genre mis en œuvre en juillet 2022 : 50 femmes et 26 hommes, 89 filles et 31 garçons, habitant-e-s des communautés rurales, ont participé à un diagnostic participatif de genre

Il a été conçu par Habitat-Cité et mis en place par OJUCAH

1

formation théorique en maçonnerie chaînée et approche Techniques des Construction Locales Améliorées

FORMATIONS HABITAT

Au total,

54

artisan-e-s de la construction ont participé à des formations (26 femmes et 28 hommes) pendant l'année :

Formation théorique en maçonnerie chaînée et approche Techniques de Construction Locales Améliorées (TCLA)

2

formations pratiques en maçonnerie chaînée sur chantier-école

1

formation Techniques de Construction Locales Améliorées à Poli, Laval sur chantier-école

Formation et construction de deux toilettes sèches

CHAPITRE 4.2

Solidarité Internationale

Salvador



Contexte national, une année marquée par les droits humains

Le Salvador est particulièrement exposé aux catastrophes naturelles (ouragans et séismes) et est régulièrement traversé par des tempêtes saisonnières causant des dégâts importants entraînant la détérioration des logements et des infrastructures et la destruction des cultures vivrières. En 2022, deux tempêtes tropicales, Agatha (mai/juin) et Julia (octobre) se sont abattues sur le pays, causant de nombreuses victimes et des dégâts matériels.

L'année 2022 a été marquée par un contexte politique très tendu. Des élections législatives ont eu lieu le 28 février 2021, octroyant au président Nayib Bukele une forte consolidation de son pouvoir. Un état d'exception est entré en vigueur en mars 2022. Actuellement, le Salvador a une population carcérale de plus de 100 000 personnes, ce qui en fait le pays ayant le taux d'incarcération le plus élevé au monde, avec plus de 1,5 % de sa population en prison, selon Amnesty International. La plupart des personnes capturées sont d'origines très modestes. Le nombre important de morts reporté au sein des prisons laisse entendre que des actes de torture y sont commis. L'organisation de défense des droits Human Rights Watch a dénoncé une surpopulation extrême dans la vingtaine de centres de détention du Salvador.

En février 2022, les députés salvadoriens ont adopté une réforme du Code pénal qui autorise la police à réaliser des opérations dites "sous couverture numérique" lors de ses enquêtes. Plusieurs journalistes sont inquiets des possibles dérives surtout après la révélation de l'espionnage de plusieurs d'entre eux par le logi-

ciel Pegasus. L'ONG canadienne Citizen Lab a en effet révélé que les téléphones portables de 35 journalistes étaient espionnés. L'organisation FUNDASAL fait part depuis plusieurs années de ses inquiétudes aux partenaires quant aux dérives politiques de l'actuel président. Dans un tel contexte, comment créer des liens durables entre les municipalités et les quartiers informels et précaires au-delà des enjeux politiques ?

C'est dans ce contexte particulièrement difficile pour les droits humains qu'Habitat-Cité a reçu avec une immense joie la nouvelle de la nomination de Claudia Blanco, Directrice de FUNDASAL, au titre de « chevalier de l'ordre national du mérite » le 26 juillet 2022. C'est l'ambassadeur de France au Salvador, M. François Bonnet, qui a inscrit Claudia Blanco sur la liste des nominations.

A l'occasion d'une cérémonie organisée le 3 mars 2023, la directrice de FUNDASAL a prononcé un discours dans lequel elle déclare : « j'interprète cette « Décoration de l'Ordre National du Mérite » comme une reconnaissance de la cause de FUNDASAL. Je comprends cet honneur, car ma propre histoire est un morceau de la trajectoire de FUNDASAL, une institution qui a redonné vie à de nombreuses familles salvadoriennes », puis « la véritable personne décorée aujourd'hui n'est pas moi, c'est l'une des institutions salvadoriennes les plus engagées en faveur des droits humains et le développement des familles pauvres, la personne décorée aujourd'hui est : FUNDASAL ».

Dans le contexte politique actuel qui est particulièrement tendu au Salvador, cette nomination peut représenter une protection pour Claudia Blanco et pour FUNDASAL.

Articulation des projets et des actions

Habitat-Cité et FUNDASAL ont mené ensemble en 2022 la deuxième année de la seconde phase du projet « Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes » (2021-2023) et la troisième année du projet triennal « Coopératives d'habitat et production sociale de l'habitat au Salvador » (2019-2022). Ces actions sont cofinancées en partie par la Fondation Abbé Pierre et l'Agence Française de Développement.

Le projet Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes concerne deux localités :

- Cuna de la Paz, Département Chalatenango, avec les coopératives d'habitat ACOVICUPA (Association d'aide mutuelle pour le logement coopératif Cuna de la Paz) créée en 2005, et ACOVIAMET (Association coopérative de logement pour l'aide mutuelle El Triunfo) créée en 2008
- El Potrerillo, dans le Département d'Usulután

Le projet Coopératives d'habitat et production sociale de l'habitat a été mené dans trois territoires différents :

- Cuna de la Paz, Municipalité La Palma, Département Chalatenango
- Venecia, Municipalité de Soyapango, Département San Salvador
- Bendición de Dios, Municipalité d'Ilopango, Département San Salvador
- Venecia, Municipalité de Soyapango, département San Salvador

Les principaux axes de travail de l'année

QUARTIER CUNA DE LA PAZ

Hausse des coûts de construction, une réalité qui persiste

Les coûts de construction n'ont cessé d'augmenter depuis 2019 due à la pandémie de COVID-19. En 2021 s'est ajoutée une augmentation des coûts de la main-d'œuvre. Le salaire minimum a été augmenté de 20% par un décret législatif approuvé le 2 juillet 2021. Il est passé de 304,17 dollars à 365 dollars dans les secteurs des services et du commerce. D'autre part, si la hausse du salaire minimum a bien été accueillie au départ, elle a été d'une hausse des coûts des matériaux de construction, des aliments de base et de l'essence. En additionnant **la hausse** du coût des matériaux et de la main d'œuvre, le coût d'une maison a augmenté de 126%.

Des retards dans l'exécution des chantiers

Les pluies ont été particulièrement intenses en 2022 lors des tempêtes tropicales Agatha en mai/juin et Julia en octobre. Elles n'ont pas occasionné de dégâts à Cuna de la Paz mais elles ont retardé les chantiers.

En raison du manque de fonds pour mener à bien les chantiers en fin d'année, l'équipe de suivi technique a dû suspendre ses activités pendant la dernière quinzaine de septembre et jusqu'au 10 novembre 2022. Toutefois, le travail s'est poursuivi grâce à l'aide mutuelle des membres de la coopérative. FUNDASAL a continué à fournir une assistance technique et sociale. Le conducteur de la pelleuse a également poursuivi son travail. Au mois de novembre, We Effect a alloué un nouveau fonds pour soutenir l'achat de matériaux pour le plâtrage, la construction des trottoirs, la construction des salles de bain et l'embauche d'un maçon et de quatre assistants, puis pour organiser des échanges de pratiques avec d'autres communautés et mettre en place des formations sur les enduits en terre et chaux.





Assainissement, eau et électricité

Les systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité seront achevés en 2023.

Dans le cadre de ce premier programme triennal, FUNDASAL et les coopératives ont fait l'achat de biodigesteurs. Une recherche de fonds est actuellement en cours pour permettre de réaliser les connexions avec les maisons. Cette étape requiert de faire appel à de la main d'œuvre qualifiée. FUNDASAL et les coopératives aimeraient réaliser ces connexions avant la prochaine période des pluies pour permettre l'arrivée des habitant-e-s et garantir l'entretien du système. Il est prévu que chaque îlot ait son biodigesteur, ainsi qu'un système d'infiltration des eaux de pluie dans le sol. L'ONG We Effect a accordé à FUNDASAL un financement complémentaire qui a permis de terminer les modules sanitaires.

L'accompagnement, le changement et la validation du système quincha/bahareque

Katherine Carreño est architecte, colombienne et étudiante du DSA Terre à CRAterre-ENSAG (Grenoble, France). Elle a réalisé un stage pour CRAterre et la Fondation Abbé Pierre en février et mars 2022 puis une mission pour Habitat-Cité d'août à novembre 2022 sous la forme d'une prestation de service. Katherine Carreño a

réalisé un diagnostic habitat et participation des habitant-e-s à Cuna de la Paz en février/mars 2022. A partir de là, un ensemble de recommandations concernant la production des adobes, la typologie des maisons et l'agrandissement des maisons ont été apportées et approuvées par Habitat-Cité et FUNDASAL.

Les équipes de FUNDASAL, CRAterre et Habitat-Cité ont évoqué différentes problématiques en lien avec la construction en adobe renforcé à Cuna de la Paz, notamment en matière d'espace, de coût, de temps et de charge de travail. Les équipes de travail ont discuté de la possibilité de changer de système constructif pour la suite de la construction du quartier. Actuellement, le système de quincha/bahareque n'est pas reconnu par les autorités locales. FUNDASAL a entamé en 2022 un travail pour la reconnaissance du système constructif et espère obtenir le droit de construire avec cette technique en 2023. Dans le cas où la technique ne serait pas validée, les prochaines maisons seraient construites en adobe renforcé.



Suivi social et vie communautaire

Diverses stratégies sont mises en œuvre pour accroître le nombre de membres des coopératives. Pour recruter de nouveaux et de nouvelles associé.e.s, FUNDASAL a largement diffusé l'information par le biais de panneaux et messages via les réseaux sociaux.

Une formation est dispensée par FUNDASAL aux nouveaux membres pour faciliter leur intégration. Au cours du dernier semestre 2022, plusieurs actions ont été menées pour communiquer sur le projet de Cuna de la Paz et le fonctionnement des coopératives d'habitat. Lors de la mission de suivi de novembre 2022, Habitat-Cité a rencontré plusieurs femmes qui ont décidé de se retirer du projet. Pour remédier à ce problème, plusieurs solutions ont été évoquées au courant de l'an-

née par les partenaires lors des missions de suivi, parmi elles : l'unification des deux coopératives, la diminution des charges des membres en leur proposant de venir habiter sur place pour économiser le loyer, la construction d'une auberge permettant de loger les ménages sur place pendant les travaux (cette solution devait être financée au cours de l'année mais les fonds n'ont pas pu être mobilisés), la mise en place d'un système de garderie pour les enfants.

FUNDASAL envisage de renforcer l'accompagnement des membres des coopératives de Cuna de la Paz, de travailler sur la gestion des conflits et de prendre en compte les besoins des personnes âgées, afin qu'elles ne se sentent pas exclues pour des raisons physiques ou mentales.



QUARTIER VILLA VENECIA

La communauté de Venecia, municipalité de Soyapango dans le département de San Salvador, est constituée de 32 familles dont les membres ont travaillé pendant longtemps dans la plantation de café d'un riche propriétaire. Les familles ont été expulsées. Grâce au soutien d'institutions comme l'IDHUCA et FUNDASAL, les habitants ont obtenu de la part des propriétaires, un terrain dans cette même municipalité.

Aspects constructifs, état d'avancement

L'année 2022 a vu le quartier se doter d'un système de gestion des eaux de pluie et de voies de circulation. Le projet de construction du système de rétention des eaux de pluie et de drainage de surface est constitué de 2 collecteurs de raccordement ALL (un d'entrée et l'autre de sortie), reliés par 9 mètres linéaires de tuyaux en PVC.

La construction du système des eaux de pluie est un élément indispensable pour minimiser les impacts du ruissellement et prévenir les inondations récurrentes dans la communauté.

Les voies de circulation de Venecia - rues pavées, caniveaux et trottoirs - ont été aménagées : 950 mètres linéaires de trottoirs et de caniveaux ont été construits et des pavés ont été installés sur une distance d'environ 450 mètres linéaires.

En mai 2022, les travaux ont été achevés et, pendant l'hiver, le dispositif a fonctionné efficacement et a permis d'éviter les inondations dans les zones basses du quartier. FUNDASAL a dispensé des formations sur la pose de pavés, l'entretien du pavage des rues, le système de collecte d'eau de pluie et la construction et l'entretien des maisons.

Le système de gestion et de rétention des eaux de pluie et les nouvelles rues piétonnes ont été inaugurés le 25 juin 2022 en présence du centre de service social de l'UCA (L'Université centre-américaine) qui a soutenu le projet par le biais de journées solidaires pour la réalisation des travaux.

QUARTIER BENDICION DE DIOS

Bendición de Dios est une communauté composée de 88 familles appartenant à la municipalité d'Ilopango dans le département de San Salvador.

Lors du premier programme triennal, les principales activités prévues étaient à l'origine la gestion des permis de construire et un travail participatif pour la conception des plans des maisons.

Un processus de coordination a été mené avec l'ADESCO (Association de Développement Communautaire) de la communauté et l'équipe de FUNDASAL qui travaille de manière constante avec les responsables du quartier. Environ 90 % des familles de la communauté ont participé à une étude socio-économique menée par FUNDASAL qui a été ensuite présentée à la municipalité d'Ilopango. Cette étude permet de fournir des éléments pour obtenir une lettre dite d'intérêt social qui donne le droit de bénéficier d'une exonération de taxes sur les achats pour la construction des maisons.

D'autre part, les dirigeants communautaires ont participé à l'école de formation citoyenne gérée par FUNDASAL. Cette formation permet aux habitant-e-s de s'informer sur les droits humains et l'organisation communautaire et de renforcer leurs compétences en leadership.

Suivi social et vie communautaire

Les forces armées et la PNC (Police Nationale Civile) ont mené fin 2022 une opération dans la communauté et ont arrêté plusieurs personnes (des jeunes pour la plupart) au motif qu'ils auraient des liens avec les gangs. La présidente du Conseil de quartier a également été arrêtée. Lors de la mission d'Habitat-Cité en novembre 2022, elle était toujours emprisonnée et ses proches s'inquiétaient pour sa santé car elle avait été hospitalisée. La mise en place du régime d'exception a donc eu un fort impact sur la dynamique communautaire de Bendición de Dios, suscitant la peur dans la population. Le travail de renforcement organisationnel a été poursuivi par FUNDASAL afin d'aider à ce qu'une nouvelle équipe se mette en place pour que le Conseil de quartier puisse à nouveau fonctionner. FUNDASAL pense que ce régime d'exception risque de provoquer le départ de certaines familles de Bendición de Dios vers d'autres endroits moins stigmatisés à l'intérieur



du pays. Deux journées sur la santé mentale ont été organisées en partenariat avec des étudiant-e-s de l'Université d'El Salvador et ont permis d'aborder avec les personnes du quartier la question des craintes suscitées par la pandémie du COVID-19 et par le régime d'exception.

COMMUNAUTÉ EL POTRERILLO

Les activités mises en œuvre dans cette communauté font partie du projet multipays Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes (Salvador / Haïti).

En 2022, les principales activités et résultats ont été les suivants :

- 13 habitant-e-s et artisan-e-s (dont 9 femmes et 4 jeunes hommes) ont renforcé leurs compétences en techniques constructives locales et sur des sujets tels que la soudure, le nivellement, le traçage de terrains pour la construction de logements, le montage de structures entre autres.
- 8 femmes et 2 jeunes hommes ont participé au cours de l'École de Formation Citoyenne.
- Esperanza Cruz et Daisy Méndez, respectivement de la communauté d'El Potrerillo (Alegría) et des coopératives ACOVICUPA (La Palma), ont participé à une table ronde le 20 mai 2022 dans le cadre de la semaine de l'égalité organisée par l'ambassade de France au Salvador. Au cours de la discussion, les participantes ont évoqué les défis auxquels elles sont confrontées en tant que femmes bâtisseuses, les réalisations qu'elles ont accomplies et la manière dont elles ont brisé les stéréotypes dans leurs communautés.
- Un diagnostic a été réalisé avec les enfants d'El Potrerillo et a permis d'identifier leurs perceptions des rôles de genre dans les activités quotidiennes. Au total, 18 filles et 8 garçons ont participé à l'activité à la place des 10 hommes et 10 femmes prévues initialement.
- Formation de 3 technicien-ne-s de FUNDASAL : Ana Oliva Argelia, membre de l'équipe de mise en œuvre du projet, a participé à un cours organisé par l'Université centraméricaine «José Simeón Cañas» (UCA), intitulé «Accompagnement psychosocial des victimes de la violence fondée sur le genre» (mars à avril 2022).
- D'autre part, des processus de formation ont eu lieu dans le cadre du Séminaire ibéro-américain sur la construction en terre (SIACOT), auquel ont participé deux membres de l'équipe d'exécution : Tatiana Juárez, chargée de réaliser la formation aux techniques de construction locales, et Carmen Oviedo, qui fait partie de l'équipe de coordination du projet et qui dirige le département de construction de FUNDASAL. Le SIACOT, qui s'est tenu en avril 2022 à Cuba, a concentré des journées de conférences et de présentation d'articles, au cours desquelles ont été diffusées les recherches sur l'expérience de construction du système renforcé Bahareque et la formation de la brigade de femmes bâtisseuses dans le village d'El Potrerillo ; des ateliers pratiques ont eu lieu du 7 au 8 avril dans le village de San Pedro.
- Accompagnement pour le suivi de 10 jardins potagers familiaux et 2 jardins collectifs : 10 familles ont été accompagnées dans le développement de leurs jardins potagers. Ces jardins avaient été initiés en 2020 dans le cadre de la phase 1 du projet. Suite à un diagnostic de la situation avec les familles pour poursuivre le travail initié et grâce à un cofinancement de l'organisation belge-chilienne SELAVIP, des achats de plants et de matériaux ont pu être effectués. Les familles commencent depuis peu à utiliser les graines qu'elles peuvent récolter dans leurs jardins. Un des jardins collectifs fonctionne, le second sera réactivé lors de la tranche 2.
- Suivi des groupes d'économie solidaire (SECOME / groupes constitués sur la phase 1) à El Potrerillo : 34 personnes participent aux groupes d'économie solidaire (4 groupes au total, 3 de 9 personnes et 1 de 7 personnes). Ces groupes ont permis aux personnes de développer différentes activités économiques telles que la vente de tortillas, de vêtements, de produits alimentaires, l'élevage de porcs, la vente de plats locaux, etc.
- Suivi des groupes qui élèvent des poules pondeuses et des poulets à El Potrerillo : les deux membres du groupe d'élevage de poules pondeuses, Maribel Rodriguez et Dalila Martinez, ont constaté le décès des poules en mars 2022. Le groupe chargé de l'élevage des poulets de chair, composé de Yanira González et Mayra Portillo, a obtenu 14 portées pour la consommation de leurs familles et pour la commercialisation. Cependant, Yanira et Mayra rencontrent quelques difficultés à vendre leurs produits dues à l'inflation des prix de

vente du poulet. Cette initiative se poursuivra au cours de la deuxième phase du projet, jusqu'à fin décembre 2023. Les quatre familles ont pu faire des économies, car elles disposent d'une source de nourriture qui leur permet de réduire leurs dépenses alimentaires. La vente des poules et des œufs génère également un revenu économique. Tous les membres des deux familles sont impliqués dans la commercialisation des volailles et de leurs dérivés. Habitat-Cité et FUNDASAL réfléchissent à d'autres manières d'envisager l'élevage des poules pondeuses et des poulets afin d'apporter des alternatives aux habitant-e-s.

Poursuite du travail sur le référentiel des compétences pour l'évaluation des compétences des artisan-e-s à El Potrerillo et La Palma (Les coopératives d'habitat de Cuna de la Paz) : FUNDASAL a explicité dans un document sa démarche pour l'évaluation des compétences des habitantes. Le travail qui sera mené en Haïti sur cette thématique permettra de nourrir des échanges entre les partenaires du projet.

Conception d'un système d'évaluation pour les compétences "sociales" (diverses compétences acquises par les habitantes durant les processus de formation) : FUNDASAL a créé un groupe de travail qui se réunira en 2023 pour faire évoluer cette thématique.



En chiffres

Le programme triennal a permis au total d'atteindre la réalisation de 23 maisons des 36 prévues initialement, soit 63% de l'objectif, et l'autorisation de construire a été obtenue pour l'instant pour la construction de 35 maisons.



QUARTIER DE CUNA
DE LA PAZ

7

maisons construites
Réalisation estimée : 88%

10

maisons construites
Réalisation estimée : 87%

6

maisons construites
Réalisation estimée : 63%

QUARTIER VILLA
VENEZIA

14

maisons
construites (sur 16 prévues car
deux familles n'ont pas voulu
être intégrées au processus de
construction)

QUARTIER
BENDICION DE DIOS

Obtention des permis de
construire

Travail participatif pour la
conception des plans des
maisons.

COMMUNAUTÉ EL
POTRERILLO

13

habitant-e-s et
artisan-e-s

(dont 9 femmes et 4 jeunes
hommes) ont renforcé leurs
compétences

8 & 2

femmes *jeunes hommes*

ont participé au cours de
l'Ecole de Formation Citoyenne

1

Un diagnostic

a été réalisé avec les enfants
et a permis d'identifier leurs
perceptions des rôles de genre
dans les activités quotidiennes

3

personnes

de l'équipe de FUNDASAL ont
renforcé leurs connaissances
et compétences

10

familles

ont été accompagnées dans le
développement de leurs jardins
potagers

34

personnes

participent aux groupes
d'économies solidaires

4

familles

élèvent des poules pondeuses
et des poulets de chair

Une année qui laissera son empreinte sur les questions de genre

La prise en compte des inégalités de genre est devenue centrale ces dernières années pour Habitat-Cité et ses partenaires qui intègrent cette thématique de manière transversale dans toutes les actions de solidarité internationale mises en œuvre. L'année 2022 est marquée par une série d'activités qui ont été mises en place pour favoriser les échanges, les réflexions et la systématisation des expériences.





L'expérience d'un diagnostic participatif de genre en Haïti préparé par Habitat-Cité en 2021 et réalisé avec l'appui de deux consultant.es haïtien.nes en juillet 2022 a permis d'identifier les principales problématiques rencontrées par les femmes, les jeunes filles et les enfants dans les zones d'intervention.

Le travail et les réflexions abordées en Haïti permettent de nourrir des échanges entre Habitat-Cité et FUNDASAL, qui souhaitent mieux identifier les problématiques rencontrées par les femmes et les enfants dans les quartiers accompagnés.

1. EN MAI 2022, FUNDASAL A ÉDITÉ TROIS DOCUMENTS INSTITUTIONNELS:

- **Code de déontologie - mai 2022 (deuxième version)**

Ce document clarifie les valeurs, les principes éthiques et les comportements attendus dans l'interaction quotidienne entre les personnes qui travaillent dans l'institution, les communautés, les entités étatiques, les agences de coopération externe, les donateurs nationaux et les entités privées.

- **Manuel de politique de genre - politique d'égalité des sexes de FUNDASAL - mai 2022 (deuxième version)**

Partant du constat que l'un des facteurs qui conduit aux plus grandes inégalités est le sexe et l'identité de genre des personnes, FUNDASAL avait mis en place dès 2008 une politique d'égalité des sexes adaptée au travail institutionnel. L'actualisation de cette nouvelle édition apporte une approche plus inclusive et durable et s'inscrit dans un contexte de changement défini comme historique par l'organisation.

- **Protocole de prévention et de lutte contre la violence de genre – mai 2022**

Le protocole œuvre pour la construction de conditions favorables à l'équité de genre et au renforcement de masculinités différentes de la masculinité qualifiée de traditionnelle hégémonique, patriarcale et colonisatrice.

2. UNE RENCONTRE « HABITAT ET GENRE

- **La rencontre Habitat et genre : élaboration de réflexions et alternatives s'est tenu du 14 au 18 novembre 2022 au Salvador.**

12 pays étaient représentés et 90% des participant.e.s étaient des femmes représentant 14 organisations associatives et institutionnelles. Cet événement a été marquant en termes de prise en compte du genre et ce, pour plusieurs raisons : Les participant.e.s étaient surtout des femmes ; beaucoup d'activités étaient voulues non-mixtes ou étaient non-mixtes de fait en raison de la participation uniquement de femmes ; les thématiques des débats et des ateliers proposés telles que par exemple «Genre et cultures constructives», «Auto-défense féministe», «Cercles de lectures féministes» étaient pertinentes et les méthodes d'animation permettaient à toutes de s'exprimer. Cet événement a été co-organisé par Habitat-Cité et les organisations partenaires du projet «Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes», avec le comité genre du réseau MésoAmeriKaab et la coordination d'Elena Carrillo Palacios.

3. CYCLE DE VIDÉOCONFÉRENCES

- **« Habitat et Genre : les femmes construisent un habitat durable et inclusif »**

Dans le cadre de ce cycle, les conférences se sont articulées autour des trois thématiques : Re-penser l'habitat, Re-signifier les cultures constructives et Dé-construire le chantier. Invitée par le réseau MésoAmeriKaab, Almudena Albert Galiana, chargée de mission pour Habitat-Cité, a réalisé une intervention le mercredi 28 septembre dans le cadre de la thématique Dé-construire le chantier.

4. RENCONTRE FEMMES BÂTISSEUSES

Stéphane Etienne, chargé de communication, et Katherine Carreño, architecte colombienne engagée pour une mission ponctuelle en 2022, ont participé à la rencontre Femmes bâtisseuses organisée par FUNDASAL le 22 septembre 2022 à La Palma (Salvador), avec des femmes de com-

munautés urbaines et rurales, des coopératives du centre historique de San Salvador, de San Pablo Tacachico et d'El Potrerillo.

5.FAP LEARNING LAB - WEBINAIRE « GENRE ET HABITAT »

Lors d'un Webinaire organisé dans le cadre du Fap learning LAB avec la Fondation Abbé Pierre, le 31 mai 2022, cinq organisations, dont Habi-

tat-Cité, ont présenté leur approche pour intégrer une perspective de genre. Habitat-Cité a présenté son cheminement sur cette thématique en présentant les différentes actions réalisées au sein de l'association et les actions menées avec ses partenaires et les différents groupes et collectifs d'habitant-e-s accompagné-e-s.



Annexe



L'équipe salariée et bénévole

EN 2022
l'équipe salariée
d'Habitat-Cité est composée de

14
salarié·es
dont 12 ETP.

EN SOLIDARITÉ
FRANCE ET
INTERNATIONALE :

2
chargé·es de mission
solidarité internationale Haïti et
Salvador

1
responsable
de pôle solidarité internationale

2
chargé·es de mission
Accès aux droits et insertion
russophone et roumanophone

2

chargé·es de mission
Accès aux droits et habitat
précaire russophones (dont l'une
en contrat de 8 mois)

1
chargé·es de mission
insertion et linguistique

1
conseiller
d'insertion professionnelle

1
responsable
de pôle solidarité France

L'équipe salariée est épaulée au quotidien par une quarantaine de bénévoles dont une quinzaine sont actifs de façon hebdomadaire, essentiellement dans les domaines de l'accès aux droits, le droit du travail et l'enseignement du français langue étrangère. Certains bénévoles parlent anglais, espagnol, russe, ukrainien, géorgien, tchéchène, arabe et mettent leurs talents linguistiques au service de l'association.

EN FONCTION
SUPPORT :

1
*chargé administratif
et financier*

1
*chargé de
communication*

1
agente d'entretien

1
directrice

En 2022, la contribution des bénévoles est d'1 ETP. Cette estimation est sous-évaluée car un certain nombre de bénévoles n'ont pas déclaré le nombre d'heures qu'ils ont réalisé en 2022. Habitat-Cité est reconnaissante à tous les bénévoles qui pour la plupart sont fidèles depuis des années !

Dons de produits alimentaires et mécénat de compétences

LA BANQUE ALIMENTAIRE

En 2022, Habitat-Cité a effectué 8 collectes auprès de la banque alimentaire d'Arcueil pour récupérer 1087 Kg de denrées alimentaires : biscuits secs, thé, café, légumes et fruits en conserve, nourriture pour bébé (petits pots, lait en poudre), légumes et fruits frais, soupes et potages, sauces en conserve, viennoiserie, produits d'entretien (lessive) et gel hydroalcoolique.

Cette aide alimentaire a bénéficié à 60 foyers dans les squats accompagnés au cours de l'année et aux bénéficiaires en grande précarité accompagnés hors des squats, soit plus de 200 personnes sur 2022.

L'aide est distribuée sous 3 formes : en libre-service dans la salle d'attente d'Habitat-Cité (thé, café, biscuits), à travers la distribution de colis lors des rendez-vous individuels lorsqu'une difficulté économique est repérée, lors des visites des ménages vivant en squats et bidonvilles. Ces distributions ne sont qu'une aide ponctuelle d'urgence. En parallèle, les ménages sont orientés vers des associations de distribution de l'aide alimentaire pour répondre à leurs besoins hebdomadaires.

LE MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES AVEC LA FONDATION SAINT-GOBAIN

En 2022, Habitat-Cité a signé une convention avec la Fondation Saint-Gobain afin de bénéficier du mécénat de compétence. 4 salarié-es du groupe Saint-Gobain ont mis leurs compétences au service de l'association dans les domaines suivants :

- Proposition d'amélioration de l'isolation thermique des bureaux de Pantin
- Présentation des activités de Saint-Gobain et visites d'entreprises du groupe aux stagiaires de la formation linguistique
- Veille sur les appels à projet émanant des fondations d'entreprise

Ce mécénat de compétences équivaut à un peu plus de 2000 € en 2022.

En 2023, la collaboration avec la Fondation Saint-Gobain se poursuit, notamment sur la découverte des métiers du groupe par les stagiaires de la formation linguistique, en particulier les métiers du tri et recyclage des déchets issus des chantiers du bâtiment.



Les financeurs





© Stéphane Etienne, Carolyn Garcia.



62, rue Vergniaud 75013 Paris

Tél. : 01 45 88 71 75

www.habitat-cite.org